



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti **Socialiste** unifié

NUMÉRO 108
30 JUIN 1962

0,40 NF



UN « PIED NOIR » ET DEUX ALGERIENS A LA VEILLE DU SCRUTIN D'AUTODETERMINATION. L'INDEPENDANCE EST ACQUISE. LA COOPERATION SERA-T-ELLE POSSIBLE ? (A.F.P.)

- **Après 7 ans de guerre...** (Page 3)
- **L'opposition Espagnole** (Page 5)
- **Cinéma: Le monde comique d'Harold Lloyd** (Page 11)
- **Le Service civil est-il proche ?** (Page 3)
- **La journée de formation du P.S.U.** (Pages 6-7)

Samedi 30 juin, dimanche 1er juillet
CONSEIL NATIONAL DU P.S.U.
Maison des Syndicats,
33, r. de La Grange-aux-Belles, Paris-X

Où en est la S.F.I.O. ?

La ligne politique

S.F.I.O. et unité de la Gauche

Si la S.F.I.O. (1) se refuse à « toute alliance avec les communistes », elle consent à former avec les radicaux un « regroupement de la gauche ». Le 6 décembre dernier, M. Fuzier écrivait, dans *Le Populaire*, commentant la rencontre des délégations de son parti et du parti radical : « Elle confirme les progrès réalisés dans le regroupement de la gauche démocratique ».

En janvier, M. Mollet s'entretient avec Pinay, Maurice Faure et Colin. Mais il ne veut nullement réaliser l'unité de la gauche sans exclusive. Ainsi, il rompt les pourparlers avec le P.S.U. parce que le directeur de *l'Express* s'en prend à son parti.

Prenant la parole à Puteaux, le 29 janvier, devant les élus municipaux et cantonaux de la S.F.I.O., il critique Vincent Auriol : « Cet homme qui a passé son temps à nous salir depuis qu'il nous a quittés », Maurice Duverger : « Un professeur qui fait dans le journalisme », le P.S.U. : « Qui veut ramener le Parti communiste vers la gauche, le dédouaner », la C.F.T.C. : « Qui a pris la relève du P.S.U. » et les communistes.

S.F.I.O. et pouvoir gaulliste

Face aux gouvernements de la V^e République, l'attitude de la S.F.I.O. est beaucoup moins intransigeante et sa politique devient plus ambiguë. Au début de décembre 1961, ses représentants à l'Assemblée nationale critiquent le gouvernement Debré pour « ses maladresses, sa faiblesse et ses divisions intérieures » mais Paye demeure jusqu'au mois d'avril ministre de l'Éducation nationale.

Le parti se prononce massivement pour le oui au référendum du 8 avril, mais dès la fin du mois, il se range dans l'opposition. Le 13 juin, ses 45 députés signent le « Manifeste des Européens », avec 35 députés de l'Entente démocratique, 106 indépendants et 13 non-inscrits, les 37 députés de l'Unité de la République et les 57 M.R.P. La S.F.I.O. fait donc figure, avec quelques autres partis, d'opposition officielle et bien élevée du régime.

Il y a toutefois quelques exceptions à cette politique. Dans certains Conseils généraux ou municipaux, il existe une coalition de fait, entre S.F.I.O., P.S.U. et P.C.F., contre la droite. Les élus socialistes du Conseil général de la Seine, par exemple, ne s'abstiennent pas de critiquer les méthodes et la politique gouvernementales.

S.F.I.O. et lutte pour la paix

Le parti ne participe pas aux journées des 18 novembre, 6 et 19 décembre 1961, ni au 8 février 1962. Mais plusieurs fédérations, dont celles de la Seine, d'Ille-et-Vilaine, de la Loire, des Basses-Alpes, des Bouches-du-Rhône, des Landes, des Côtes-du-Nord, invitent leurs militants à suivre les consignes de leurs syndicats le 19 décembre. Force Ouvrière, cependant, ne s'était pas associée aux organisateurs de cette journée.

Au lendemain du 8 février, la S.F.I.O. « s'incline devant les victimes des violences criminelles » et « invite les militants du parti à se tenir prêts à répondre aux consignes de cessation du travail des organisations syndicales libres ».

Elle organise une manifestation pour le 12 février, sans demander ni l'avis, ni l'appui des autres organisations. Les communistes et le P.S.U. participent à la manifestation. Le 13 ont lieu les funérailles des victimes du 8 février et les journaux ne paraissent pas.

Le 14, *Le Populaire* titre sur les six colonnes de sa première page : « A l'appel du Parti socialiste S.F.I.O., le 12 février, dans tout le pays, les démocrates ont manifesté

dans le calme et la dignité contre le fascisme et la violence ». Le compte rendu des funérailles n'a droit qu'à un titre sur trois colonnes, au milieu de la première page.

S.F.I.O. et tactiques électorales

Aux élections partielles, cantonales ou municipales, quand la S.F.I.O. s'associe aux partis de la gauche, le candidat de celle-ci s'affirme, comme à Pernes (Vaucluse), le 3 juin dernier. Si la S.F.I.O. rejette la coalition de Front Socialiste, elle doit pour se maintenir, s'allier à la droite ; quand elle réalise une combinaison de type « troisième force », elle est vouée à l'échec.

Aux élections municipales de St-Maur, les socialistes S.F.I.O. et les radicaux n'obtiennent ensemble que 777 suffrages, alors que le P.S.U. a 1.072 voix et le P.C. 5.841. Même en tenant compte du fait qu'en 1962, il y a 2.300 suffrages exprimés de moins qu'en 1959, la S.F.I.O. apparaît très atteinte (en 1959, elle avait eu 1.741 voix).

On ne peut tirer, pour le moment de conclusion générale, mais on peut formuler l'hypothèse qu'une partie de la clientèle de droite abandonne le parti quand celui-ci opte pour la solution de troisième force, tandis que sa clientèle de gauche vote pour le P.C. ou le P.S.U.

En revanche, quand le parti s'allie à la droite, il perd ses voix de gauche, d'ailleurs peu nombreuses, mais gagne davantage sur sa droite. Électoralement, cela constitue un succès, mais à la longue le parti se « radicalise ».

Enfin, si la S.F.I.O. s'unit aux partis de gauche elle perd un lot important de voix de droite, mais le bloc des gauches, dans son ensemble, obtient plus de suffrages que tous les partis le composant s'ils s'étaient présentés séparément devant les électeurs. La coalition de la gauche a un effet psychologique bénéfique sur les électeurs ; sa répétition est susceptible d'entraîner des unions à d'autres niveaux.

Les objectifs déclarés

Le Conseil national de Puteaux les a définis comme suit :

● **L'Algérie**
« ...Les objectifs immédiats de la politique algérienne de la France doivent être d'une part d'assurer une réintégration fraternelle et humaine des rapatriés d'Algérie, d'autre part de sauvegarder dans toute la mesure du possible les perspectives de coexistence des communautés et de coopération entre la nation française et le nouvel Etat algérien. »

● **L'Europe**
« ...Notre conception d'une Europe des peuples, s'orientant vers la création progressive d'un pouvoir politique, auquel les nations européennes délégueront une partie de leur souveraineté dans des domaines précis et limités. »

● **L'Alliance atlantique**
« ...La fidélité du parti socialiste S.F.I.O. au principe de la sécurité collective... En aucun cas il ne saurait admettre une politique qui conduirait la France au neutralisme. »

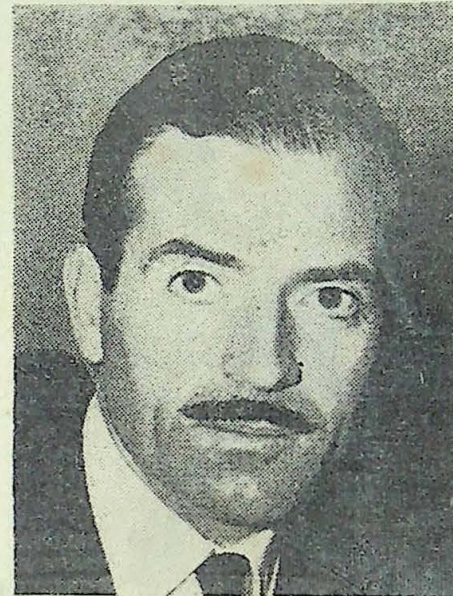
● **Politique sociale**
« ...Les insuffisances du IV^e Plan économique... Tout plan de ce genre doit être accompagné d'un plan social prévoyant une élévation des conditions d'existence du monde du travail liée à l'expansion économique. »

● **Régime**
« Le pouvoir se personnalise chaque jour davantage. La politique de la France, soustraite depuis longtemps déjà au contrôle parlementaire, échappe au gouvernement lui-même. Une telle évolution entraîne le pays vers une grave crise de régime à laquelle les démocrates doivent, en s'unissant, se préparer à faire face. »

On « dialogue » toujours

M. POMPIDOU, qui, comme chef du gouvernement occupe automatiquement le poste de président du Haut Comité de la Jeunesse, a reçu, en présence de Maurice Herzog, secrétaire général, trois représentants du G.E.R.O.J.E.P., le 19 juin. Ces derniers étaient venus comme délégués du G.E.R.O.J.E.P. et pour la première fois le groupement d'études et de rencontre des organisations de jeunesse et d'éducation populaire se voyait ainsi entendu en tant que tel par la présidence du Conseil. « Le Monde », rapportant cet entretien, précise la cordialité de l'atmosphère.

N'empêche : M. Pompidou refusa de reconsidérer le décret nommant au Haut Comité des représentants de la F.N.E.F., de la Fédération nationale des Associations des grandes écoles, de la Ligue française des Auberges de la Jeunesse, toutes organisations dont la représentativité est fortement contestée par les organisations de jeunesse du G.E.R.O.J.E.P.



Maurice Herzog

Il a, par contre, indiqué sa volonté de rétablir la subvention de fonctionnement de l'U.N.E.F. (qui n'assistait pas à l'entretien). Ainsi donc apparaît le caractère réel de ce qu'il faut bien nommer un marchandage. Rétablissement des subventions, mais participation au Haut Comité accueillant dans son sein des associations d'un caractère particulier.

L'U.N.E.F. pense que d'ici le mois d'octobre la situation née de la scission se simplifiera. C'est une appréciation discutable. Il ne semble pas, en effet, qu'on aille vers un effritement des regroupements à droite mais à son contraire.

Dans la mesure où le chantage — honteux mais chantage quand même — se prolonge et que le G.E.R.O.J.E.P. ne réagit pas plus efficacement on peut prévoir sinon leur multiplication du moins leur étoffement.

E. Copfermann.

Les mouvements de jeunes et leur avenir

La double page publiée sous ce titre dans le numéro 106 de *Tribune Socialiste* a suscité des réactions diverses. Nous indiquions dans la présentation — et c'était aussi l'intention de Maurice Sedes et J.-C. Larnicol de « Révoltes », publication ajournée — considérer ce texte comme l'amorce d'une discussion plus large. Un lecteur de Colmar ne l'a pas compris ainsi qu'il proteste... sans s'expliquer. Nous aimerions des arguments.

Profitez de cette occasion pour indiquer que la photo de maquette publiée est celle d'une auberge de jeunesse, le projet concernant Choisy-le-Roi et non pas une Maison de Jeunes.

E. C.

Malades sacrifiés...

A propos de la grève du personnel des hôpitaux de Paris, nous avons dénoncé la semaine dernière les condi-

tions de travail effarantes qui existent dans la plupart des établissements hospitaliers.

On se souvient qu'il y a quelques années, une employée de l'hôpital de Nice avait administré par erreur un poison à deux malades qui succombèrent.

Le Tribunal correctionnel de Nice vient de la condamner à une peine légère de prison, avec sursis, les débats ayant démontré que cette employée était surchargée de travail et occupait des fonctions pour lesquelles elle n'était pas qualifiée.

Combien faudra-t-il de morts pour que le gouvernement se décide à accorder à la Santé de l'Homme autant d'attention qu'il en accorde à la Force de Frappe ?

La S.F.I.O. et la constitution gaulliste

FRANCIS LEENHARDT, président du groupe S.F.I.O. à l'Assemblée nationale, a récemment fait un exposé devant la conférence Molé-Toqueville sur le sujet : Où vont nos institutions ?

Il a d'abord déploré l'évolution de la V^e République vers le pouvoir personnel, disant « Le premier ministre n'est que le fondé de pouvoir du chef de l'Etat. Celui-ci étend progressivement le domaine qu'il se réserve. Il a pratiquement révoqué M. Debré. Il donne une allure plébiscitaire à chaque référendum ».

Voilà qui ressemble fort à une autocritique.

Mais Leenhardt ne va pas aussi loin.

Bien au contraire. Dans sa conclusion il a estimé que, somme toute, la constitution de 1958 pouvait être conservée avec de simples rajustements, par exemple sur l'article 16 et le Conseil constitutionnel.

Voilà qui en dit long sur la nouvelle opposition. Celle-ci au fond, pourrait pouvoir se débarrasser de de Gaulle, mais garder sa constitution.

Les bonnes lectures

NOUS avons relevé dans « Démocratie 62 » (n° 136 du 31 mai), et dans « France Nouvelle » (n° 868 du 6 juin) deux articles concernant la rubrique « Survie » de notre T.S. n° 102.

La rédaction anonyme de « Démocratie 62 » a certainement mal lu notre prose et nous nous en excusons. Il ne s'agissait dans notre esprit que de souligner le courage des jeunes de la S.F.I.O. en nous plaçant, par dérision, dans la peau d'un lecteur du Figaro. Nous aurons été obscurs.

Quant à « France Nouvelle », l'anonyme « L.L. » m'accordera certainement que l'intervention de Thorez au Comité Central du P.C., le 6 juin, éclairait bien des points que le petit discours d'Ivry laissait indécis.

A l'un comme à l'autre, je leur demande donc de me relire.

Bernard Cornille.

Le billet de Jean Binot :

Vers l'idéal

QUE vont devenir, après le 1^{er} juillet, les députés que l'Algérie avait élus ? Le pouvoir, nous dit-on, consentirait à leur laisser la qualité de parlementaire, à leur maintenir l'immunité législative, mais il leur ôterait le droit d'assister aux séances.

Ainsi, depuis 1958, il existait des députés-qui-ne-votent-pas — se reporter à ces « débats » qui s'achèvent en queue de poisson ; à compter du 1^{er} juillet, il y aura des députés-qui-ne-siègent-pas — autre variété abâtardie.

A moins que par cette nouvelle mutation, le régime ne nous prépare le parlement idéal : un palais dans les nuées, au hasard pris sur le trottoir, présidentiels, et qui seraient bien entendu, non-votants, non-siégeants, non-existants. Sauf le trente de chaque mois, cela va sans dire.

APRÈS SEPT ANS DE GUERRE D'ILLUSIONS ET DE MENSONGES

LORSQUE ces lignes paraîtront, nous serons à la veille du scrutin d'autodétermination en Algérie.

Bien entendu, son résultat ne fait plus aucun doute pour personne, même pour les nostalgiques de l'« Algérie française », même pour la minorité de forcenés de l'O.A.S. qui poursuit son action destructrice et meurtrière : le 1^{er} juillet 1962, l'Algérie sera devenue officiellement un Etat souverain et indépendant.

Mais ce serait une dangereuse illusion d'imaginer qu'à partir de ce jour les Français seront d'un seul coup parvenus à se « dégager » définitivement de l'affaire algérienne.

Notre situation intérieure sera encore marquée, pour un délai qu'il est impossible de prévoir, par les conditions dans lesquelles le conflit franco-algérien a été terminé, par l'évolution des rapports entre les deux pays, par le choix qu'auront fait les Européens d'Algérie. Ce qui revient à dire que nous avons encore à compter avec l'action de l'O.A.S.

Qu'on nous entende bien. Nous ne sous-estimons pas les échecs subis par celle-ci. Elle n'a pas réussi à empêcher la signature des accords d'Evian. Elle n'a pas davantage réussi à faire reporter la date du scrutin d'autodétermination. Elle apparaît aujourd'hui après les accords du 17 juin et les lettres de Jouhaud et de Salan, profondément di-

visée et partiellement coupée de la masse des « pieds-noirs ».

Elle ne parviendra pas non plus à faire d'Oran et de sa région, comme le souhaite Bidault, une tête de pont. En un mot, sa résistance en Algérie même est vouée à l'échec.

Mais cette résistance peut encore faire beaucoup de mal en Algérie et en France, à l'Algérie et à la France. Elle peut encore, par ses dernières violences, compromettre les chances de coopération entre les deux pays et, ici même, peser lourdement sur notre politique intérieure.

Sans doute, l'action de ceux qui refusent de s'avouer vaincus et qui poursuivent leurs assassinats et leurs destructions peut-elle apparaître comme un combat désespéré, n'ayant comme objectif que de tout saccager avant de partir. En réalité, cette action procède aussi, assurément, d'un dessein politique. Pour ceux qui la poursuivent comme pour tout le monde, il n'y a plus aucune chance d'imposer l'« Algérie française », ni même aucune modification aux accords d'Evian. Mais il reste, du moins, la possibilité d'exploiter les séquelles de la guerre d'Algérie à des fins de politique intérieure, comme le fut la guerre elle-même pendant toute sa durée.

Aussi ne devons-nous pas considérer ce qui se passe à Oran comme un simple « baroud » de désespérés, ni les pa-

roles de Georges Bidault comme propos sans conséquence. Si le passage de l'Algérie à l'indépendance se fait dans la violence, si les destructions s'accumulent, si la panique continue chez les Européens, si les Algériens ont le sentiment que les autorités françaises et l'armée ont été impuissantes ou plus ou moins passives, l'application des accords d'Evian sera grevée de lourdes hypothèques.

Il est aisé de comprendre tout le parti que peut tirer ici une droite qui déborde largement la seule O.A.S., des tensions entre la France et l'Algérie, au lendemain de l'indépendance, comme d'un retour massif et précipité en France des Européens d'Algérie.

C'est dire combien une telle situation exige encore de vigilance et de lucidité de la part de la gauche et de tous ceux qui ont combattu pour la paix et l'accession de l'Algérie à l'indépendance. Le pouvoir gaulliste, pris dans ses contradictions, subira une pression très forte de ses forces qui voudront lui faire payer « ses reniements » et exploiter à leur bénéfice les difficultés des relations franco-algériennes et l'intégration des Européens repliés.

On ne se « dégage » pas facilement de sept ans de guerre et, surtout, de tant d'illusions, de tant d'hypocrisies et de tant de contradictions.

Robert Verdier.

LE SERVICE CIVIL EST-IL PROCHE ?

JE viens de relire la brochure publiée voici près de dix ans par le Comité pour la reconnaissance légale de l'Objection de conscience en vue de soutenir la proposition de loi déposée le 13 juin 1952 sur le bureau de l'Assemblée nationale et tendant à la création d'un service civil. Les auteurs de cette proposition étaient M. l'abbé Gau, MM. Bessac, A. Denis, Dumas et moi-même ; en outre André Philip, a va it fourni une contribution primordiale. Parmi les membres du comité d'honneur qui patronnait la brochure je relève les noms d'Albert Camus et de Jean Giono, des professeurs Pierre Girard, Georges Lasserre et Louis Marignou, des pasteurs Elie Lauriol et Théodore Gounelle, de MM. Gaston Monod, R. Tréno et J. Galtier-Boissière...

Pourquoi ce rappel ? Simplement pour attester que la recherche d'une solution équitable et sereine à ce problème qui traduit en réalité un fait de civilisation, avait réalisé une sorte d'unité spirituelle entre des hommes issus de plusieurs horizons ; plus simplement encore pour attester que cette solution, ainsi que me l'assurait dès cette époque un haut magistrat, n'exigeait qu'assez de clairvoyance et de sagesse.

Et pourtant dix ans ont passé de-

puis lors et le problème attend toujours sa solution, que l'on dit prochaine... La proposition fut renvoyée non à la commission de Justice et Législation comme des esprits simples pourraient le croire, mais à la commission de la Défense nationale où elle s'enlisa. Le rapporteur, s'il fut jamais désigné, ne rapporta jamais ; plutôt que d'affronter le débat public les adversaires avoués ou cafoûlés firent jouer la loi non écrite mais combien efficace qu'est la loi du silence. Après les élections du 2 janvier 56 je déposai à nouveau le texte, et la toute-puissante commission lui réserva le même sort.

Plutôt que de reprendre l'analyse de ses dispositions, il paraît quant à présent plus nécessaire de rappeler les données mêmes du problème et de souligner en quoi le refus de consentir à sa solution est proprement insoutenable.

Selon les termes de l'article premier, l'objecteur de conscience est « celui qui, en raison de ses convictions religieuses ou philosophiques se déclare opposé en toutes circonstances à l'usage personnel de la violence et qui, en conséquence, se refuse pour motifs de conscience à l'accomplissement de ses devoirs militaires, tout en étant prêt à fournir un service civil de remplacement, si

long, si pénible et si périlleux qu'il puisse être ».

Or l'absence de statut condamne le magistrat à l'absurdité permanente et à une sorte d'arbitraire chaque fois qu'il poursuit un objecteur de conscience. Celui-ci, en effet, qui n'est à aucun moment un insoumis ni un déserteur, qui, loin de se soustraire aux poursuites, informe l'autorité militaire de son lieu de résidence quand il ne se rend pas spontanément à la porte de la caserne, lui fait savoir qu'il ne peut revêtir l'uniforme et s'entend inculper de « refus d'obéissance ». Voilà bien le cas unique, je pense, où l'on traite en rebelle celui qui, de lui-même, va au-devant du châtiement ! A partir de quoi la condamnation devient automatique et — pourquoi pas ? — indéfiniment renouvelable.

La brochure mentionnée plus haut cite un certain nombre de verdicts rendus par des conseils de guerre entre 1880 et 1907 — verdicts d'acquiescement, convient-ils de le préciser ! — concernant des officiers : un général, un commandant, un capitaine et plusieurs lieutenants qui, invoquant des impératifs de conscience refusèrent d'exécuter des ordres donnés en application de la loi sur les congrégations. On ne m'en voudra pas de souligner que ces in-

culpés ne connurent pas la détention prolongée, qui est le lot des objecteurs de conscience — que les magistrats militaires, auteurs de ces acquiescements, ne furent pas sanctionnés par le pouvoir républicain...

Il convient à présent de souligner le caractère rétrograde de notre législation, précisément dans la mesure où elle demeure lacunaire. Car enfin, tandis que la France se refuse à instituer un service civil, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la Hollande, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Danemark, la Suède et la Norvège ont promulgué des lois spéciales. Et l'article 4 de la Constitution de l'Allemagne Fédérale dispose que « nul ne sera contraint à faire son service militaire contrairement à sa conscience » !

Faut-il énoncer une conclusion, laquelle, nous semble-t-il, s'impose d'elle-même ? Tout nouveau retard, à l'heure où la vie d'un homme courageux et déterminé est mise par lui-même en péril, prendrait l'allure d'une provocation, prolongerait une monstrueuse erreur. En conscience — et c'est bien le cas de le dire — la solution sera saluée comme une victoire de l'esprit de justice ; puis- se-t-elle intervenir sans autre délai ?

Jean Binot.

Le retour des artichauts

Le 19 juin les agriculteurs de la région de Saint-Pol-de-Léon, adhérents à la Société d'intérêt collectif agricole (S.I.C.A.) du Nord-Finistère, décident de répandre 300 tonnes d'artichauts dans les rues de la ville. Ils entendent par ce geste spectaculaire attirer l'attention du gouvernement sur la crise grave que subit la région par suite de la mévente d'une de ses productions essentielles.

Les cours sont tombés à 0,30 NF le kg. Or les membres de la S.I.C.A. refusent de vendre au-dessous du prix-plancher de 0,35 NF le kg sensiblement inférieur au prix de revient.

Grâce à la stricte discipline qu'ils ont pu imposer à leurs adhérents, les dirigeants de l'organisation coopérative croyaient réduire les expéditeurs à leur merci. Mais 20 % des producteurs refusant de s'intégrer dans la S.I.C.A. faussent la règle du jeu. Ces « indépendants » animés par des intérêts divers, guidés par des inimitiés personnelles ou des clans, acceptent de vendre au-dessous du prix-plancher. Les intermédiaires profitant de cette division peuvent faire échec au groupement et déterminer les cours.

La recherche de l'unité doit devenir un impératif pour les leaders syndicaux les plus conscients. Ils ne peuvent laisser au gouvernement et à sa police le soin d'arbitrer leurs conflits.

En fait, la responsabilité de cette crise ne peut être imputée aux réfractaires à la S.I.C.A. Elle se serait nécessairement produite, même si l'unanimité des producteurs avait pu être obtenue.

L'observateur remarque une très grande similitude entre les incidents qui ont eu lieu la semaine dernière et le mouvement revendicatif qui est né le 8 juin 1961 avec « la grève de Morlaix », il y a plus d'un an.

Les paysans demandaient alors l'application des dispositions contenues dans la loi d'orientation agricole du 5 août 1960. Ils insistent en particulier sur : la possibilité pour les groupements de producteurs d'édicter des règles de commercialisation obligatoire à l'intérieur d'un certain « périmètre de production » et sur la transformation du « Fonds d'orientation et de régulation des marchés » (F.O.R.M.A.) en un établissement public doté de l'autonomie financière, susceptible de prévoir l'évolution des marchés et d'intervenir rapidement en cas d'effondrement des cours.

Après un mois de manifestations, la réunion de nombreuses « tables rondes », une multitude de déclarations gouvernementales et la parution d'un grand nombre de textes, le problème se pose aujourd'hui dans les mêmes termes qu'il y a un an.



A Saint-Pol-de-Léon, des artichauts, il y en avait partout...

(Keystone)

Le 12 juillet 1961, M. de Gaulle avait demandé aux agriculteurs dans une allocution radiotélévisée « d'organiser leurs marchés collectifs, pour vendre, acheter, conserver, conditionner, transformer en limitant les intermédiaires », il leur avait conseillé de prendre à leur propre compte une large part du commerce et de l'industrie concernant les fruits de la terre.

Mais si les professionnels ont entrepris très largement cet effort d'adaptation, le gouvernement a trahi ses promesses et leur a refusé toute aide sur le plan juridique et économique.

Le projet de loi concernant les groupements de producteurs entame allègrement son dixième mois d'existence et le Conseil des ministres ne semble pas vouloir précipiter l'action législative en matière agricole.

D'autre part, le F.O.R.M.A. s'est montré incapable de prévoir la crise, de connaître l'état du marché de l'artichaut, de déterminer quelques jours à l'avance l'évolution de la production et de la demande et d'organiser l'écoulement des excédents annoncés. Or, Alexis Gourvennec, le leader des primeuristes bretons, siège au conseil d'administration du F.O.R.M.A.

Une question se pose : ou bien Gourvennec n'a pas su attirer l'atten-

tion de ses collègues syndicalistes et fonctionnaires sur la situation du marché de l'artichaut et sa responsabilité de troupe engagée ou bien il a tiré effectivement le signal d'alarme mais n'a pas été entendu. Dans ce cas les militants paysans doivent pouvoir situer les fautes et les erreurs. Ils constatent avec étonnement que l'institution, curieusement grippée, a fonctionné avec une certaine efficacité 24 heures après le déclenchement des premières actions (1).

La crise de l'artichaut éclaire brutalement les limites de l'action gouvernementale en matière de réforme des structures agricoles. Deux ans après le vote de la loi d'orientation, aucune des réformes fondamentales qu'elle proposait n'a encore trouvé un début d'application.

Il appartient aux dirigeants syndicaux de tirer les leçons de cette expérience au moment où la « Charte Pisani » entre dans le labyrinthe législatif.

Cette crise illustre enfin la faiblesse de la formule S.I.C.A. du type de celle du Nord-Finistère. Les leaders paysans de la région ont pensé qu'en contrôlant l'ensemble de l'offre, en pouvant être informés à tout moment de la demande globale, les conditions d'un marché « honnête » seraient réunies et qu'un « juste prix » s'établirait alors sérieusement.

En liant contractuellement leur sort à celui des intermédiaires de Saint-Pol, en n'établissant de transactions qu'avec eux afin qu'ils n'achètent pas à d'autres producteurs, les agriculteurs ont fait un marché de dupes. En effet les expéditeurs peuvent à leur guise assurer que Paris est saturé d'artichauts et faire baisser les cours à la production. Ayant le monopole de l'achat, ils obligent les paysans à se plier à leurs conditions.

Lors de l'assemblée générale de la S.I.C.A., Alexis Gourvennec affirmait que seul le commerce traditionnel était en mesure d'assurer l'écoulement de la production dans les meilleures conditions possibles. Les événements de la semaine dernière montrent une nouvelle fois la faiblesse de ses théories. La S.I.C.A. de Saint-Pol-de-Léon demeure une expérience intéressante, elle a permis une certaine moralisation des ventes, mais elle n'a pas entamé la puissance des féodalités économiques qui dominent le marché. Les paysans bretons se trouvent conduits, une fois encore, à une remise en cause globale du régime capitaliste.

Pierre Vissac.

(1) Le ministère de l'Agriculture a décidé de réserver exclusivement l'aide du FORMA aux agriculteurs de la SICA et de soutenir les prix sur le marché de production.

Cet article entre dans le cadre de notre tribune de discussion dont on trouve l'essentiel pages 8 et 9.

L'UNIFICATION économique et sociale de l'Europe est indispensable : elle est déjà devenue une réalité : sa généralisation sur le plan politique est inévitable ; le choix qu'il importe de faire aujourd'hui est celui de son contenu géographique, qui implique une option sur sa politique étrangère et militaire.

1) L'unification de l'Europe est indispensable, j'en ai pour ma part pris conscience depuis une dizaine d'années ; après avoir été dans trois gouvernements successifs, ministre des Finances et de l'Economie j'ai constaté l'impossibilité de poursuivre dans un cadre national une politique économique et sociale progressive. Notre monde occidental entre en effet dans une période de transformations techniques incompatibles avec des milieux restreints, notre agriculture ne doit survivre qu'en étant exportatrice, les industries modernes pour être rentables et concurrentielles exigent un marché minimum de 200 millions de consommateurs.

Par ailleurs, lorsqu'un pays dépend pour 20 à 25 % de son revenu national de ses importations ou exportations, tout mouvement des salaires est rapidement limité par ses répercussions sur la balance des comptes : les pays qui dépendent le plus des échanges internationaux, comme la Suède et les Pays-Bas, ont introduit une politique nationale des salaires qui enlève en fait toute initiative aux organisations syndicales ; une politi-

UN CHOIX DÉCISIF

que sociale progressive exige que les importations et exportations ne dépassent pas 5 % du produit national brut et que les revenus salariaux constituent les moyens des débouchés de la production, ce qui encore suppose un très long marché.

2) Celui-ci a commencé à se réaliser, le résultat est depuis 6 ans rythme de croissance du produit brut jamais rencontré jusqu'ici dans notre histoire, double de celui des Etats-Unis, triple de celui de la Grande-Bretagne, presque égal à celui des pays de l'Est (donc en réalité supérieur puisque partant d'un niveau plus élevé).

L'unification économique est déjà une réalité mais elle entraîne inévitablement un début d'unification politique, une politique de prix agricoles stabilisés suppose une unité monétaire commune stable, la coordination de l'énergie, des transports, de la production automobile s'impose de toute urgence et le texte adopté sur le contrôle des cartels nécessite l'extension des pouvoirs de la commission économique de Bruxelles, en fait, malgré les réticences de certains nous allons vers une planification souple européenne, avec la fusion des Exécutifs en un véritable ministère européen de l'économie responsable devant une assemblée élue.

3) Mais l'unification apparaît aussi nécessaire sur le plan des politiques étrangère et militaire ; son absence

ces derniers mois a entraîné l'éclipse de l'Europe de la scène mondiale les discussions se poursuivent exclusivement entre les deux Grands ; quant à la Défense, il est bien clair qu'elle n'a plus aucun sens sur le plan national ; l'armée française est en particulier inefficace et dangereuse ; si l'on veut éviter pour l'avenir son intervention dans la vie politique, il est essentiel de la réorganiser en unités modernes dont chacune sera intégrée à d'autres unités, de diverses nationalités, pour qu'un ensemble national ne puisse pas s'engager dans l'action politique.

En fait nous allons vers l'unité politique de l'Europe. De Gaulle peut essayer de freiner avec sa Sainte Alliance des Etats, mais il devra bientôt lui-même, comme il l'a fait en d'autres occasions, s'incliner devant la « Nature des choses ».

4) Mais le choix décisif qu'il importe de faire aujourd'hui c'est celui de la nature de cette Europe devenue inévitable. Plus précisément envisage-t-on une Europe neutraliste troisième force entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, au sein de l'Alliance Atlantique.

Voyons ce qu'implique chaque terme de l'option. Une Europe neutraliste doit se borner à la petite Europe actuelle ; la Grande-Bretagne en effet dépend pour son existence de la flotte américaine, elle a longtemps rêvé de l'Union de l'« English speak in the world » elle sent aujourd'hui l'inélu-

table de son ralliement à l'Europe, mais ce sera pour l'ancrer définitivement à l'Alliance Atlantique que n'abandonnera jamais aucun parti britannique. D'autre part, une neutralité n'a de sens que si elle peut être défendue, les pays neutres sont dans le monde ceux qui consacrent à la défense la plus forte proportion de leur revenu national (Suède, Inde, Yougoslavie, Egypte). L'Europe troisième force résistera difficilement à ceux qui voudront garantir sa neutralité par la possession d'une bombe commune.

Si par contre, on choisit l'ouverture de la Communauté à la Grande-Bretagne on retardera un peu la réalisation de l'inévitable unification politique ; on constituera une Europe autonome ayant sa politique propre, en particulier dans ses relations avec les pays sous-développés, mais dans le cadre d'une alliance étroite avec les Etats-Unis, ceux-ci continueront à garantir la sécurité de l'Europe, celle-ci pourra renoncer à la bombe et se contenter d'une armée conventionnelle unifiée, assez forte pour repousser les attaques surprises et les faits accomplis, elle pourra alors concentrer ses efforts sur sa politique économique et sociale.

Nous sommes devant ce choix, il faut le faire en toute clarté sachant ce qu'exprime chaque terme de l'option. De toute façon, les décisions politiques se prennent au niveau européen et un parti axé sur les seuls problèmes nationaux serait dépourvu de toute réalité, et de tout sérieux.

André Philip

L'OPPOSITION ESPAGNOLE

Il fallait s'y attendre. A peine les grèves terminées, toutes les forces de l'opposition essayent de tirer les leçons du mouvement qui vient de se dérouler. Les leçons et le profit.

Jusqu'à-là, tout était clair et prévu. Ce qui l'est un peu moins, c'est le sort fait par la presse internationale, jusques et y compris la presse de gauche en France, à la conférence de Munich, qui s'est tenue en présence des représentants d'un certain nombre d'organisations — de l'intérieur, comme de l'exil — et qui a abouti à une déclaration, précisant les institutions démocratiques indispensables à l'Espagne, pour qu'elle puisse adhérer au Marché commun.

Que le pouvoir franquiste se soit inquiété de l'affaire, on en voit bien les raisons. La conférence de Munich est très significative de l'état de décomposition avancée du régime. Les forces qui jusqu'ici soutenaient traditionnellement le « Caudillo » basculent dans l'opposition. La bourgeoisie espagnole envisage pour la première fois la transition à assurer, qu'elle souhaite tranquille et sans à-coups, dont elle attend surtout qu'elle n'atteigne aucun des privilèges déjà acquis.

Dans ce cadre, il lui devenait indispensable de chercher de nouveaux alliés. « L'ouverture à gauche » était à l'ordre du jour. Un certain nombre d'organisations dans le pays, comme à l'extérieur, pouvaient jouer ce rôle. Elles l'ont joué.

La conférence de Munich

On sait qu'une déclaration commune qui résumait les positions de toutes les forces présentes a été publiée. Les motivations en sont claires, de même que les objectifs fixés.

Dans le cadre de l'adhésion de l'Espagne au Marché commun, il est nécessaire de transformer les structures politiques de l'Espagne. Une démocratie parlementaire, reconnaissant les droits des partis, les droits syndicaux, le droit de grève, bref, tous les droits de la démocratie bourgeoise, est la condition première et préalable pour l'admission de l'Espagne dans le cadre des institutions européennes et plus exactement du Marché commun.

L'accord est d'importance si l'on songe aux organisations réunies : droite espagnole — sous toutes ses formes — radicaux, nationalistes basques, socialistes. Il paraît important également, dans la mesure où les revendications les plus simplement démocratiques mettent en cause les structures du régime franquiste.

Enfin, le Parti communiste espagnol lui-même, tout en condamnant le Marché commun, et bien que n'ayant pas été présent à la conférence, en approuvait les conclusions générales, et les reprenant à son compte comme base générale de l'unification des forces de l'opposition.

Tout serait donc pour le mieux dans le meilleur des mondes, si l'on ne devait tout de même faire quelques constatations élémentaires.

La première est que le régime de Franco, bien qu'ayant subi une dé-

faite sérieuse, n'en est pas pour cela frappé à mort. L'appareil de répression du pouvoir est encore en place, et continue de peser sur la situation très lourdement. L'armée est restée muette. Probablement partagée, mais décidée en tout état de cause à intervenir si les choses prenaient un tour grave.

La division de l'Eglise elle-même ne peut être surestimée. Le temps n'est pas venu pour elle de s'éloigner définitivement du pouvoir.

La seconde est que la classe ouvrière est restée étrangement absente dans tout ce débat.

Ainsi, elle déclenche des grèves décisives — tantôt spontanées, tantôt plus organisées — revendicatives au départ, rapidement plus politiques, mettant le régime en difficulté, et à

rait invraisemblable que si l'on oublie son anticommunisme.

L'appui du P.C. s'explique par son souci de coller à toute solution qui lui donne une liberté de mouvement beaucoup plus large. De plus, il présente l'unification en cours comme un succès de sa politique de « réconciliation nationale ».

Personne ne s'y trompe. Et surtout pas Dionisio Ridruego qui nous explique dans « l'Express », que si les communistes avaient été représentés ils auraient fait fuir toute la droite. Réaliste, il laisse la porte ouverte. Il sait effectivement que de ce côté, il n'a pas grand-chose à redouter.

Mais si d'autres forces plus déterminées avaient été là ?

Car à la fin, le problème posé est celui-ci : la classe ouvrière espagnole va-t-elle servir de force d'appoint ou

introduire pour nous des nuances individuelles ou humaines, dans le cadre de la répression subie par nombre d'Espagnols.

Mais l'on est obligé de constater qu'entre le choix, déportation ou exil, offert à bon nombre de personnalités, qui avaient participé à la conférence de Munich, et la répression qui s'abat très durement sur nombre de militants espagnols, il y a plus qu'une nuance, il y a un choix politique.

Il devient impossible au régime de traiter de communistes ou de traîtres à la patrie des personnalités comme Gil Robles, membre du Conseil privé de Don Juan, et ancien leader de la droite espagnole. Les excès de la presse ne font qu'ajouter du ridicule à ce qui semble être un peu d'affolement.

Le rusé Galicien, qui préside aux destinées de l'Espagne depuis vingt-cinq ans, a toujours su jouer. Il joue déjà. Des transformations gouvernementales sont annoncées. Des prélats sont invités. Le Conseil militaire est réuni. Avec du doigt, il espère colmater toutes les brèches. Il restera sur le carreau quelques exilés de plus. Il compte bien qu'ils ne lui feront pas grand mal.

Mais à l'inverse, toutes les forces qui à l'intérieur développent sur des bases socialistes l'opposition au régime, n'ont droit qu'au cachot et aux tortures.

Pour ceux-là, il ne peut y avoir de pardon, car il n'y a aucune possibilité d'accord.

Franco peut jouer du thème éternel du communisme international, il sait qu'il y a là un nouveau danger. C'est celui-là qu'il a essentiellement reconnu dans les grèves espagnoles.

La répression féroce qui s'abat sur nos camarades du F.L.P. le prouve.

Un mouvement fondé par Cernoyoso, depuis longtemps en prison, qui continue de se développer, de s'implanter, de s'étendre à travers l'Espagne, voilà qui est insupportable au Caudillo.

Pire, composé de chrétiens, de marxistes, de « gauchistes » même, ce mouvement affirme tranquillement que l'alternative au franquisme est socialiste. D'aucuns peuvent ironiser sur le « castrisme » de ce Front (il y a de plus mauvaises références), en réalité le pouvoir sent bien qu'il traduit les aspirations profondes des forces populaires espagnoles. Et, bien entendu, il n'y a pas que lui. L'Espagne est couverte aujourd'hui de groupes multiples qui comprennent cela, qui s'organisent, qui aspirent à agir.

C'est sur ces forces nouvelles qu'il faut désormais compter en Espagne.

C'est avec elles aussi qu'il nous faut engager le dialogue, pour nous aider mutuellement.

Christian Guerche.

(1) D'après les agences de presse, et certaines interviews, le F.L.P. aurait été partie prenante à la conférence. En réalité, seules des personnalités de ce mouvement, invitées à titre individuel, y étaient. A aucun moment, ils n'ont prétendu représenter ce mouvement en tant que tel.



Gil Robles

(Keystone.)

l'heure des décisions, elle est saluée, mais non consultée.

Il y a là une situation tout à fait anormale, si l'on ne réalise ceci : Munich a été la rencontre des forces de droite de l'intérieur, prêtes à envisager une transition pacifique avec les forces de l'exil parfois représentatives, mais qui, coupées de l'intérieur, ont trouvé là une solution digne et positive, pour résoudre les problèmes espagnols.

La caution apportée par R. Llopis pour les socialistes espagnols, n'appar-

non aux forces de la bourgeoisie traditionnelle ? Va-t-elle au contraire déterminer les structures futures, et les formes même des transitions nécessaires ?

La réponse n'est, pour l'instant, pas claire, ce qui ne saurait nous étonner. Encore faut-il voir que le régime est sensible à cette dualité.

Où va la répression

Que l'on nous comprenne bien, il n'est pas question actuellement d'in-

GRANDE-BRETAGNE ET MARCHÉ COMMUN, PRINCIPAL OBJET DES CONVERSATIONS DE DEAN RUSK

M. DEAN RUSK, le secrétaire d'Etat américain, vient d'achever un rapide tour de capitales européennes : Paris, Bonn, Rome, Londres, Lisbonne.

Lorsque ce voyage avait été décidé, il y a quelque temps, il semblait avoir surtout pour but de dissiper les craintes du chancelier Adenauer sur les conversations russo-américaines au sujet de l'Allemagne et en particulier sur les projets américains de règlement du problème de Berlin.

Mais l'évolution de la situation internationale a fait passer cet ensemble de questions au second plan. Tout se passe comme si le monde, à l'Est et à l'Ouest, considérait qu'il n'y a là rien d'urgent ni d'angoissant, comme si l'on admettait de part et d'autre que les conversations doivent continuer, simplement pour garder le contact, mais sans grande chance d'aboutir prochainement à une transaction. Les Russes, en refusant les

propositions américaines sur Berlin, ont fait diminuer les inquiétudes de l'Allemagne de l'Ouest et Washington.

Enfin, Khrouchtchev, ces derniers jours, à Bucarest, a tenu des propos prudents : « Il n'y a pas de motifs de guerre dans la question de Berlin-Ouest, a-t-il dit. Le traité de paix viendra. Nous le signerons. Mais nous ne fixons pas de délai pour cela. Cela se fera quand le problème aura mûri. »

Ainsi deux autres questions, dans les entretiens du secrétaire d'Etat américain, ont pris le pas sur les affaires allemandes : c'est l'armement atomique des Européens membres du Pacte atlantique et surtout l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Ce dernier point est au fond, pour l'instant, la grande affaire qui domine toutes les autres.

Il semble bien que, finalement, un

des buts essentiels du voyage de M. Dean Rusk ait été de se rendre compte dans quelle mesure le général de Gaulle persisterait à faire de l'obstruction à l'adhésion britannique, dans quelle mesure aussi Adenauer serait enclin à s'aligner sur de Gaulle en cette affaire.

Naturellement, il n'est rien sorti de décisif de tous ces entretiens qui n'étaient au fond que des « sondages ». Mais il paraît certain que, finalement, M. Dean Rusk sera reparti d'Europe persuadé que, malgré des difficultés et des délais, la Grande-Bretagne finira par entrer dans le Marché commun.

Et, même s'il est exact que cet événement ralentira tous les projets d'union politique européenne, il constitue néanmoins un choix décisif. Inévitablement, étant donné le relâchement progressif des liens entre les Etats du Commonwealth, cela signifiera que la Grande-Bretagne de-

viendra de plus en plus européenne et que ses relations plus étroites avec le continent prendront le pas progressivement sur ses liens particuliers avec les Etats-Unis.

Bien entendu, pour les uns et les autres, cette mutation ne conduit pas à une Europe troisième force et à une dislocation du Pacte de l'Atlantique. C'est dans cette perspective, d'ailleurs, que les Américains envisagent de laisser cette Europe se doter d'une force atomique propre.

Tel est, pour l'instant, l'état de la question. Il n'en reste pas moins que l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun est en effet un événement capital qui peut, à la longue, être le point de départ d'une évolution sensible de « l'Europe » et pas seulement dans le domaine économique.

P. L.

LA JOURNEE NATIONALE DE

DANS l'article paru dans « Tribune Socialiste » du 9 juin et annonçant la Journée Nationale de Formation, l'importance que cette réunion aurait pour notre vie politique était clairement soulignée. Cette importance, vingt-deux délégués de province, douze membres de la Commission Nationale de Formation, de nombreux membres du C.P.N., des responsables de groupes de travail, des responsables de stages, des responsables étudiants, Edouard Depreux, secrétaire général du P.S.U., P. Belleville, H. Longeot, S. Mallet, P. Mendès-France, l'ont comprise et assumée en se réunissant le 17 juin pour examiner les moyens propres à porter l'effort de formation au niveau des besoins du parti.

Ouverture de la matinée par H. Longeot, membre du B.N., président de séance, qui souhaite la bienvenue aux participants et assure leur présentation. Après avoir rappelé que la journée sera consacrée au travail et à la mise en commun des expériences, il passe la parole à J. Poperen, qui, au nom de la Commission Nationale, présente le rapport introductif.

Le rapport de Jean Poperen

Pour la facilité de la compréhension, on peut le diviser en deux parties :

— Une analyse politique de la situation dans laquelle s'insère la démarche de formation et des buts qu'elle devra atteindre.

Poperen part de cette affirmation couramment entendue et selon laquelle « la création du P.S.U. aurait soulevé une puissante espérance retombée depuis lors ».

« Je n'ai pas souvenir, pour ma part, d'un tel élan d'enthousiasme en mars 1960. En fait, notre apparition s'est faite sous le signe de la modestie. Notre tentative à contre-courant ne pouvait être appréciée que par l'avant-garde. Et encore, dans ce petit nombre, combien d'illusions ? Celle, par exemple, du « choc psychologique », la croyance de la méthode « publicitaire » qui pourrait d'un coup retourner la conjoncture... alors que ces « chocs » ne sont efficaces que s'ils se produisent dans un climat favorable, mais n'ont pas de vertu « en soi ».

« Le Parti n'était pas, à sa naissance, conscient de ses responsabilités historiques. Il n'a commencé à en prendre la mesure qu'au cours de ces deux dernières années en écartant à l'occasion de chaque bataille politique la sollicitation des soi-disant raccourcis qui n'étaient en fait que des impasses. Par-delà les illusions qui, dans nos rangs, et hors de nos rangs ont entouré la naissance du Parti, et qui ressurgissent à chaque incident de son histoire, ces deux années ont façonné sa politique en fonction d'une conjoncture historique donnée : le caractère non fortuit du régime gaulliste.

« C'est au besoin de rénovation de la classe politique dominante qu'a répondu la crise du 13 mai. Le gaullisme ne durera qu'autant qu'il satisfait à ce besoin de rénovation, mais sans pouvoir, de part sa nature même, résoudre au fond les problèmes « révolutionnaires » posés par la 2^e révolution industrielle. C'est à ces problèmes que le regroupement et la contre-offensive socialistes doivent donner réponse. C'est à cela qu'est destiné le P.S.U., non à faire face à l'épisode « Guerre d'Algérie » ou même à l'épisode « De Gaulle ». Si nous collons à l'analyse du Congrès de Clichy, si nous vivons notre politique comme un travail de rassemblement de toutes les forces socialistes : traditionnelles, nouvelles, potentielles, le Parti cessera de sursauter à chaque cahot ; ses militants cesseront d'être portés par les événements, mais les domineront pour les faire servir à la stratégie générale du Front Socialiste.

« Entre la nouvelle droite U.N.R.-M.R.P., qui offre au régime sa seule possibilité de structuration politique et les organisations de gauche dont le verbiage « rénovateur » ne saurait masquer les véritables intentions restauratrices, nous devons imposer dans chaque bataille partielle notre propre ouverture sur l'avenir. A l'avoir fait jusqu'à présent, nous avons gagné la reconnaissance de notre existence politique que ne pouvait, à lui seul, garantir le geste de fusion : bien des signes témoignent depuis quelques mois — mais depuis quelques mois seulement — que nous ne sommes plus le simple parti d'une avant-garde, mais une réalité concrète pour les masses — le dernier en date de ces hommages rendus à l'efficacité de notre politique est le curieux discours de Maurice Thorez au Comité Central du P.C.F. dans lequel il admet implicitement la justesse de notre analyse du gaullisme et l'efficacité de nos mots d'ordre, contre les secteurs malthusiens de l'économie capitaliste. Et l'annonce au cours du même Comité Central d'une relance de l'effort idéologique témoigne de l'ébranlement du dogme thorezien sous les coups de la stratégie nouvelle : celle du Front Socialiste.

« Dans ce contexte, nous sommes arrivés au moment où l'effort de formation est une condition absolue de l'accélération de notre progression. C'est là une des conclusions des deux dernières sessions du C.P.N. mais c'est aussi celle que de nombreux militants tirent de leur activité. La disparité entre l'influence politique qui nous est reconnue et l'état de notre organisation a atteint un point critique.

« L'état de l'organisation, c'est d'abord la situation des effectifs et les moyens propres à l'améliorer rapidement. La plupart de nos Fédérations vivent sur le pied de petits groupements sans moyens, sans rayonnement : il faut former des propagandistes, des orateurs, des organisateurs ; ce travail ingrat, obscur, doit permettre l'essaimage du Parti. Il n'est pas un canton de France où ne se trouvent des travailleurs de mentalité P.S.U. La création de sections dépend des mesures d'organisation elles-mêmes tributaires d'un certain « savoir-faire ». La responsabilité de la Commission Nationale de Formation est engagée d'abord, et surtout de ce côté : elle doit permettre de transformer les adhérents, nouveaux et anciens, en cadres avertis. »

— Une analyse structurelle suivie de propositions de réorganisation.

« Les brochures élémentaires déjà parues ou à paraître dans la collection « Ecole du Militant » fourniront une aide qui devra être exploitée par chaque direction fédérale et, si possible, par chaque section.

« La création d'un organisme particulier chargé de la formation de base est de nature à satisfaire les besoins considérables qui existent de ce côté. Les responsables de ce secteur élaboreront des matrices de formation théorique et d'ateliers pratiques ; il leur reviendra aussi de préparer des schémas d'exposés politiques d'actualité et d'organiser au moins une école de moniteurs durant l'année prochaine.

« Le démarrage de notre effort de formation sera facilité par le succès des prochains stages nationaux d'été. Il est vital que les stagiaires soient, au retour dans leurs fédérations, les pionniers de la formation élémentaire. Nous ne pouvons pas nous payer le luxe d'un dilétantisme de la culture politique.

« Pour soutenir en permanence l'effort de formation dans les sections, le matériel imprimé doit être systématiquement diffusé. Nous sommes d'ailleurs conscients du caractère incomplet des séries de fiches et brochures déjà imprimées : c'est l'une des raisons pour lesquelles le Centre de Formation doit renforcer son travail.

« Le Parti et son Centre de Formation doivent également s'interroger sur la nature exacte de l'effort théorique nécessaire. Pouvons-nous nous borner à présenter le digest des connaissances acquises ? Nos prétentions ne sont pas allées au-delà jusqu'ici et cette réserve était sage : le premier âge de la fusion organique comportait d'autres exigences, mais, maintenant, l'insouciance théorique du Parti deviendrait périlleuse pour son existence même. S'il négligeait cet effort, le Parti n'aurait, à terme, d'autre règle que l'empirisme et les considérations d'opportunité tactique, c'est-à-dire l'absence de règles. Or le P.S.U. ne peut être seulement « champ de confrontation des expériences » : il doit être le creuset de l'élaboration politique du mouvement socialiste contemporain. Il doit être bien clair que dans le jeu d'alliances que nous menons avec les organisations spécialisées, notamment professionnelles, l'élaboration théorique nous revient plus particulièrement. Il serait, en outre, incompréhensible que les « spécialistes » membres du Parti n'aient pas le souci constant de faire bénéficier les travailleurs du fruit de leurs travaux.

« C'est aussi notre affaire que de créer les conditions de la coopération avec des organismes proches de nous (club Jean-Moulin, par exemple), qui représentent l'idéologie de secteurs socio-professionnels déterminés, dont la place dans le Front Socialiste est importante, dont les résultats au niveau du travail théorique doivent être intégrés mais dont la formation ne saurait être de formuler la théorie du mouvement socialiste d'aujourd'hui.

« Centraliser, systématiser, populariser les résultats des travaux éparés et en susciter de nouveaux, c'est le rôle d'un organisme d'Etudes et de Recherches dont le parti de l'unification et du renouvellement socialiste ne saurait se passer plus longtemps d'autant que cette fonction sera remplie par d'autres si nous n'y pourvoyons pas. Il faut dissiper la brume d'indécision entre les règles d'action du socialisme contemporain et les thèses du capitalisme moderne. Le principal affrontement politique, à moyen terme, opposera notre courant et son organisation de Parti et les structures nouvelles des couches possédantes U.N.R.-M.R.P.

« L'instrument de cette politique offensive devrait être le C.E.S. dont la transformation proposée en C.E.R.S. vise à le faire passer de l'organisme type Université Populaire à un véritable Centre de Recherche et de Diffusion du Socialisme. Le travail des Colloques d'Etudes qui seront organisés l'année prochaine et qui seront la principale forme d'activité nouvelle du Centre devra aboutir, aussi souvent que possible, à des publications de caractère plus élaboré que les brochures élémentaires du C.E.S. Les cycles de travail de ces colloques pourraient se terminer par de grands débats publics. Bien entendu, le C.E.R.S. devra en même temps satisfaire aux demandes de conférences en province et aux demandes de séries de cours provenant des sections. Le Centre devra également prendre l'initiative de « Carrefours » internationaux en liaison avec les courants socialistes européens.

« A côté du C.E.R.S., distinct de lui pour l'ins-

tant, un organisme doit rassembler, classer, résumer la documentation qui paraît chaque jour. Pour cela, nous pensons mettre en commun un travail de plusieurs équipes de spécialistes. Les notes de conjoncture qui paraissent dans « T.S. » constituent la première activité d'un tel centre mais il doit être capable de fournir dossiers et notes bibliographiques sur demandes du C.P.N., des Fédérations mais aussi d'organisations extérieures au Parti.

« Le fonctionnement de tous ces organismes suppose un renforcement de nos moyens : le concours à mi-temps d'un secrétaire est un premier effort du Bureau National. La solution du problème des locaux dépend du succès de la souscription pour la Maison du Parti. Mais ce qui est décisif, c'est la mise au travail des forces très importantes dont nous disposons : le regroupement par secteurs de spécialistes, de tous les camarades disponibles doit y aider. Le secrétariat de la Commission doit pouvoir rapidement compter sur des camarades autres que les deux ou trois systématiquement sollicités. La Commission, rassemblant les responsables de secteurs, doit être un organisme de travail dont chaque membre sera pourvu d'une responsabilité.

« D'avance, il faut prévoir l'objection majeure qui se dressera devant de tels projets : leur ambition. Nous n'avons jamais tant vérifié nos forces que dans l'action. Le Parti ne souffre que des pauses et des temps morts, c'est la preuve même de sa vitalité. Dans ce secteur comme dans celui de l'action politique, c'est en entreprenant au-delà de nos possibilités réelles du moment, que nous éprouverons nos forces et que nous les développerons. Préparons pour les stages d'été et pour la rentrée une poussée décisive, du travail de formation, d'étude et de recherche, au rythme d'un parti vraiment majeur et porteur des chances du socialisme. »

La discussion du rapport introductif

Des objections viennent d'emblée :

Guichard, délégué du Rhône, ne voit pas, en fonction des réalités de la lutte quotidienne dans sa Fédération, le panorama politique et particulièrement le problème du Front Socialiste de la même manière que Poperen. Il lui semble que le P.S.U. est loin d'être un parti définitivement constitué, que les discussions sur ses perspectives politiques sont loin d'être arrivées à maturité et que, dans ces conditions, il serait dangereux de figer l'organisation de la formation par une centralisation trop précoce. Le travail de formation devant se faire à partir des membres du Parti mais aussi des éléments extérieurs, Guichard pense que les structures à mettre en place doivent être caractérisées par la plus grande souplesse. Il estime que les propositions faites par Poperen aboutissent à une centralisation beaucoup trop poussée et que l'effort de formation risque de se figer très vite en une tentative de doctrine totale et morte.

Risacher, responsable technique du C.E.S., craint que la centralisation prévue autour du B.N. d'un ensemble de travaux (documentation, recherche, culture politique, etc.), répartis dans divers organismes par la Commission Nationale de Formation qui les impulse et les contrôle ne soit néfaste : ces travaux proches les uns des autres, effectués par les mêmes camarades, ne doivent pas être tributaires des vicissitudes et doivent dépasser les luttes des tendances, les collocations extérieures, indispensables, ne viennent que s'il existe une autonomie véritable.

Il demande ensuite « que l'on poursuive l'objectif d'un vaste organisme du type « Université socialiste » en concentrant toute activité nouvelle autour du noyau qui existe : le C.E.S., sous la responsabilité de ceux qui y travaillent, avec toutes les garanties nécessaires. Hors de cela, on risque de tout faire échouer en soumettant ces travaux à l'appareil du Parti. Il s'agit donc d'un véritable choix politique ».

Pierre Mendès-France se situe dans une toute autre perspective. Distinguant la coordination active du travail qu'il déclare nécessaire et la centralisation idéologique ou politique dont il signale le danger, son intervention sera d'ordre essentiellement politique, la réussite de toute formation dépendant pour lui de la détermination, du modèle et des directives précises selon lesquelles elle sera proposée. Et tout d'abord, Mendès-France regrette que Poperen se soit laissé aller à ce qu'il considère comme la caricature de certaines thèses, ou de certaines démarches, pour en triompher plus facilement. Il insiste sur le devoir fondamental que, dans la double perspective de la dignité du travail de formation et de la diversité d'idées qui caractérise le P.S.U., nous avons tous un total respect à l'égard de la pensée des autres aussi longtemps que les instances souveraines du Parti ne se seront pas prononcées.

Puis l'orateur, soulignant une fois de plus que la réussite de l'effort de formation résulte en fait et des buts de la détermination des objectifs d'un effort systématique de recherche et d'analyse théorique pour interpréter la situation dans laquelle nous évoluons.

Dans cette perspective, Mendès-France distin-

FORMATION : UN DEMARRAGE

que les objectifs à moyen terme et ceux à long terme. En fonction des premiers, il regrette que le C.P.N. du P.S.U. n'ait pas cru devoir se prononcer sur le projet de gouvernement de transition tel qu'il a été suggéré au cours de ces derniers mois par une fraction du Parti. En fonction des seconds, il critique la hâte dans laquelle le Parti est amené à élaborer son programme ; il constate que si la méthode par laquelle ce programme est discuté dans les sections satisfait à une démocratie formelle, elle exclut en fait toute véritable discussion démocratique.

Disons tout net que les craintes exprimées par Guichard et Risacher n'ont pas trouvé de support parmi les délégués et que les développements politiques de Mendès-France comme d'ailleurs l'analyse de Poperen n'ont pas provoqué de véritables débats.

Il est visible que d'une manière générale, les propositions de la Commission de Formation vont dans le sens souhaité par la majorité des délégués. Tour à tour, bien qu'avec des nuances et des additifs qui seront examinés plus loin, Valette, délégué de l'Isère, qui s'étonne que toutes les Fédérations n'aient pas de Commission de Formation, Christiane Maura, déléguée étudiante pour qui une des tâches prioritaires de la Formation est la création de structures d'accueil pour les « franges » du P.S.U., Kesler, que ses fonctions à la Commission de Formation ont mis à même d'apprécier l'incohérence des structures actuelles, Damon, délégué du Nord, qui souligne la différence de richesse entre la région parisienne et la « lointaine province » et, partant, souhaite l'accroissement de l'aide centrale; Servet, responsable pour les stages nationaux, pour qui l'un des facteurs principaux de cohésion à l'intérieur du parti consiste en l'unification du langage employé; Craipeau, responsable du C.E.S., qui souhaite l'accroissement de notre expression écrite; Linck, délégué de l'Allier, pour qui l'organisation d'une journée d'étude a posé de nombreux problèmes difficilement solubles, sans une aide du National et Naville, qui déplore que notre actuelle carence n'ait pas permis au Parti de se prononcer sur le XXIII^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. comme elle ne lui permet pas d'étudier d'assez près l'évolution des diverses tendances qui composent la vie politique (et tout particulièrement des phénomènes nouveaux comme le syndicalisme étudiant ou la résurgence d'un fascisme rajeuni) se prononcent pour une meilleure utilisation des ressources, ce qui implique leur centralisation.

● L'intervention de Dubreuil (délégué de la Seine-Maritime) :

Cette intervention mérite une place spéciale dans notre analyse car elle a marqué une sorte de tournant dans le travail de la journée. Elle contient un élargissement des bases critiques de l'exposé introductif et, par là même, constitue un document de travail essentiel pour notre effort.

Dubreuil remarque qu'il y a sur la conception et les buts de la formation, et cela dans l'esprit de chacun de nous, un malentendu qu'il faut dissiper : la formation apparaît toujours comme destinée aux autres alors que nul n'a le droit de s'en considérer exempt, le but à atteindre étant celui d'une éducation socialiste permanente.

Il souligne l'hétérogénéité et la faiblesse du niveau idéologique de la majorité des militants, leur absence de vocabulaire commun (déjà signalés par Servet), l'ignorance des textes de base du Parti, tout cela créant une grande inaptitude à aborder les tâches de la paix ; le premier exemple de cette inaptitude étant donné par la mauvaise discussion du projet de programme Le Parti n'ayant pas dépassé le stade des résultats provisoires de l'équilibre très instable et du compromis trop laborieux entre des courants trop contradictoires, beaucoup de ses militants sont conduits à s'armer au dehors, et souvent pour une lutte de tendances qu'ils mèneront ensuite à l'intérieur. Le problème majeur est donc celui de la ligne du Parti. Par ailleurs, une petite minorité de camarades refusent la cohabitation. Le camarade Dubreuil déplore, pour terminer sa revue critique, l'hermétisme de l'information dispensée jusqu'ici. La plupart des documents ne sont pas compréhensibles par la base et si tout est fait pour qu'une large discussion existe, celle-ci n'a lieu qu'entre initiés, la masse des militants n'y participant pas.

Dubreuil apporte sa contribution à l'élaboration d'une méthode ; il propose :

● une base négative : la reconnaissance d'une double limitation :

— par rapport au but que nous nous proposons : la transformation socialiste de la société contemporaine ;

— par rapport à nos adhérents : il n'est pas question d'imposer à l'ensemble du parti les conceptions d'un des courants qui le composent ;

● une base positive :

— le parti voulant dépasser les différents courants, une connaissance et un bilan critique des expériences antérieures sont nécessaires ;

— la reconnaissance que les méthodes d'analyse économique et politique du marxisme doivent être connues et discutées par le Parti ;

— la nécessité d'une connaissance précise des réalités modernes ;

— la nécessité de donner à nos camarades une compétence technique en vue de l'affrontement quotidien.

La séance de l'après-midi, présidée par Serge Mallet, présentera un aspect beaucoup plus technique. Toujours pour la clarté de l'exposé — et mises à part les interventions de délégués concernant l'état particulier de leur Fédération, interventions dont faute de place, je ne parlerai pas — la matière des débats peut être regroupée en :

Trois interventions particulières

● Celle de Servet sur les stages nationaux dans laquelle, après avoir souligné la progression des effectifs et l'ambition de l'effort prévu pour cet été, il passe en revue :

— Le problème de l'internat des stagiaires : que l'inscription directe fausse les possibilités de sélection des Fédérations, mais dans l'état actuel de l'organisation, c'est le seul système possible ;

— Le problème de l'internat des stagiaires : obligatoire pour la cohésion des participants ;

— Le problème des veillées : les stagiaires étant destinés à devenir non seulement des cadres du Parti mais des animateurs d'éducation populaire, la technique des veillées constitue le plus puissant des antidogmatismes ;

— Le problème des orateurs : aucun d'entre eux n'a de mandat du Parti ; cette formule sera conservée pour maintenir une discussion aussi ouverte que possible. Par contre, et par conséquence, il n'est pas possible de diffuser les conférences.

● Celle d'Yvan Craipeau, sur le C.E.S.

dans laquelle il insiste sur :

— L'insuffisance, au cours de l'année dernière, de la participation (tant financière que militante) du Parti, l'insuffisance du public, sa relative médiocrité, l'absence des J.S.U. et le désintérêt des étudiants, la totale carence des organismes de jeunesse, le manque de liaison entre le C.E.S. parisien et ceux de province ;

— La nécessité de maintenir le C.E.S. en tant qu'organisme indépendant, celle d'adapter plus étroitement ses services aux demandes des « usagers » par une sorte de « contrat », celle de renforcer la coordination entre les divers C.E.S. ;

— La nécessité de mettre la pensée en circulation par écrit et celle, corrélatrice, de discuter largement les textes ainsi publiés afin que l'examen s'élève, devienne général et que cesse l'habitude que beaucoup ont au P.S.U. de poursuivre indéfiniment leur monologue intérieur ;

— La nécessité de développer la recherche en la liant étroitement à la formation.

● Celle de J.-F. Kesler sur le bilan de l'année écoulée.

Plusieurs nœuds de discussion

Priorité à donner à la formation militante.

Dès le matin, les interventions de Mishrai (Paris) et de Dubreuil (Seine-Maritime) avaient souligné la nécessité d'une formation permanente et s'appliquant à tous ; celles de Faye (Paris) et de Weitz (Seine-et-Oise) reprises par beaucoup de délégués mais particulièrement par Dubreuil et Léotard (Savoie) devaient insister sur la formation de base du militant. Pour Weitz, le niveau général de nos adhérents étant extrêmement bas, leur esprit de parti et leur cohésion politique à peu près absents, il s'agit de procéder à une véritable révolution de nos méthodes pour obtenir une mobilisation de tout le parti, mobilisation destinée à donner à tous des structures militantes suffisantes.

Dogmatisme ? Non pas, nous dit Faye, les écoles de base n'ont pas à dogmatiser mais à traduire en termes d'action le dénominateur commun — faible mais existant — qui nous unit ; expliquer ce qui nous unit, c'est la condition pour arriver à une certaine fusion des courants qui nous composent. L'orateur conclut en demandant la reprise et l'extension d'une école de base (il rappelle à ce propos les résultats de l'école interfédérale de la région parisienne) ce qui est d'ailleurs prévu dans le projet de la Commission de Formation.

Nécessité de respecter les divers courants qui composent le Parti.

Que leur intervention s'y réfère nommément comme celle de Naville qui pose clairement le besoin, pour permettre à la Formation de s'élaborer et de fonctionner en pleine clarté politique, de laisser les courants s'exprimer tels qu'ils sont : marxistes, chrétiens-socials, mendésistes... de Guichard, de Servet, celles (l'après-midi) de Vincent, Y. Craipeau, V. Faye (qui déclare : « il faut éviter le tragique malentendu qui a abouti au P.C. à donner des activistes sans cervelle ») où qu'elles la supposent, la préoccupation était sensible chez tous les délégués de ne pas permettre la monopolisation par une tendance de la pensée politique du Parti.

A cet égard, la réponse faite par Jean Poperen

ne peut laisser aucun doute sur le désir de la Commission de Formation de respecter la personnalité de chacun et l'appel qui est fait à tous de participer au travail de formation est, par lui-même, un garant essentiel de cette pluralité dans l'effort unique. Allons plus loin : la majorité des délégués de province était venue pour demander une « doctrine », des « mots d'ordre » pour son action locale alors qu'il faut voir clairement et dans toutes ses conséquences ainsi que l'ont établi J.-M. Vincent, Y. Craipeau et S. Mallet que la nature même de notre conception du Parti, la contrepartie du respect démocratique de l'expression des tendances qui l'animent, imposent un lentement dans l'élaboration de notre doctrine qu'il ne faut pas regretter mais revendiquer, une « doctrine » véritable ne pouvant se former que dans le temps et à travers l'action, le travail « d'information sérieuse » — comme devait l'appeler J.-M. Vincent — jouant dans ce processus de prise de conscience un rôle déterminant.

Problèmes de la presse du Parti

Question soulevée par Robin (Paris) dès le matin lorsqu'il regrette que dans l'affrontement journalistique, nous ayons à assurer l'orientation politique et les informations parfois fausses publiées dans des hebdomadaires que l'opinion publique nous attribue, et reprise avec virulence, par plusieurs délégués de province, parmi lesquels Danon (Nord), Valette (Isère) et Dubreuil. Le problème de la coordination, voire de la fusion d'organes comme la « Nouvelle Revue Marxiste », « Perspectives Socialistes », « Cahiers de la République », etc., nous dépassant largement, comme devait le faire remarquer J. Poperen, nous n'avons pas à insister plus.

Questions particulières proposées à la réflexion

— Régionaliser l'effort de Formation en groupant plusieurs Fédérations : J.-F. Kesler (Paris), idée reprise par Dubreuil, Linck et Léotard, qui proposent que ce regroupement se fasse sur la base des régions économiques du Plan ;

— Mieux utiliser les étudiants, par exemple comme animateurs de week-ends : Kergoat, secrétaire des E.S.U. ;

— Elaborer une brochure d'information de base qui serait vendue avec la carte du Parti à chaque militant qui sollicite son adhésion : Dubreuil ;

— Conserver pour le C.E.S. les « cycles de conférences » : Naville ;

— Placer notre effort de Formation dans une perspective européenne et cela non seulement au niveau de nos préoccupations intellectuelles mais aussi à celui de l'organisation : Linck ;

— Utiliser dans nos méthodes de recherche le procédé d'enquêtes par questionnaire, type Jean Moulin : Durieux (Paris).

QUE RETENIR ?

Que le but immédiat essentiel est, comme J. Poperen devait le souligner dans son intervention de clôture, la « mise au travail d'un beaucoup plus grand nombre de camarades » et cela dans la perspective d'une élaboration et d'une diffusion accélérée du matériel de formation.

Que, dans cette démarche, priorité sera accordée à la formation militante de base.

Qu'à l'effort de centralisation et d'impulsion engagé à l'échelon national devra, au niveau des Fédérations, répondre :

— un accroissement de l'effort déjà entrepris particulièrement en ce qui concerne la Formation locale de cadres et la diffusion du matériel édité par le Parti ;

— le démarrage d'un effort nouveau : de réorganisation sur la base des régions économiques ;

de participation plus étroite à la Direction nationale par le canal de la Commission et à l'élaboration des matériaux par celui des organismes nouvellement créés ou transformés.

Il est bien évident par ailleurs que sur l'orientation de la Formation, sur les méthodes de travail utilisées, le Congrès aura à se prononcer, ce devrait être là une des parties les plus importantes de son travail.

Stratégie socialiste à l'échelle européenne

JE crois pouvoir dire que, dans leur immense majorité, nos camarades estiment que les luttes de classe auxquelles ils sont appelés à participer vont de plus en plus se dérouler dans le cadre européen. Mais, si tous, ou presque tous admettent le cadre, beaucoup hésitent encore devant la définition d'une perspective qui corresponde à ce cadre. Le phénomène européen les gêne.

Il n'entre pas dans les schémas traditionnels, aussi veulent-ils s'en tenir à des considérations purement empiriques. C'est comme cela aujourd'hui, disent-ils, ce sera peut-être différent demain. Tenons compte de la réalité présente mais n'engageons pas l'avenir.

Lorsque je lis les textes préparés par certains de nos camarades pour cette discussion sur l'Europe, je n'y trouve qu'une longue série de mises en garde qui correspondent aux critiques que nous faisons nous-mêmes de l'Europe réactionnaire et cléricale. Cependant, en regard de ces critiques, il n'y a aucune ouverture. Ces textes expriment un état d'esprit. Ils ne définissent pas une ligne politique.

C'est que ces camarades n'ont pas encore pris conscience de la dimension historique du problème que nous devons affronter. Ils ne voient pas que la tendance à la constitution de grands ensembles politico-économiques est une tendance mondiale et non pas simplement européenne. La liquidation des vastes complexes coloniaux, l'accentuation de l'inégalité du développement dans les différentes régions du globe, enfin le besoin de dépasser des cadres nationaux que la révolution technique a rendus infiniment étroits, tels sont les facteurs parfois contradictoires qui sont à l'origine de ce phénomène.

Si l'Angleterre avait encore son empire, elle ne demanderait pas à entrer dans le Marché commun. Si la Russie en était encore au niveau de 1917, la Chine communiste ne

s'éloignerait pas d'elle comme elle le fait aujourd'hui. Si le capitalisme français et le capitalisme allemand étaient encore capables de réaliser chacun pour soi ce qu'il est possible d'accomplir à l'échelle américaine, ils ne se seraient pas engagés dans une coopération si contraire à toute leur histoire.

Comme tous les problèmes historiques de notre temps, celui de la constitution des grands ensembles comporte deux réponses et non pas une seule. Aussi refusons-nous de confondre notre perspective européenne avec celle de nos capitalistes. Nous ne voulons pas constituer l'aile gauche d'un courant européen. Nous voulons être l'avant-garde de l'Europe socialiste et pour cela il nous faut non seulement nous lier étroitement avec les autres branches du mouvement ouvrier européen, mais aussi rompre avec certaines habitudes de pensée qui sont demeurées ancrées au fond de nous-mêmes.

C'est ainsi que bon nombre de nos camarades raisonnent encore comme si la révolution avait toutes les chances de triompher en France bien avant que les autres pays européens soient en mesure de suivre un aussi glorieux exemple. Ce raisonnement trouve évidemment son origine dans les espoirs du front populaire et de la libération; mais correspond-il encore aux réalités de 1962?

On citait jadis dans le mouvement ouvrier européen le cas de la petite Belgique qui, en dépit de la puissance de ses organisations ouvrières, ne pouvait prétendre aller toute seule vers le socialisme. Ce qui était vrai pour la Belgique tend à le devenir pour les anciennes puissances de l'Europe. Cela ne signifie pas que le socialisme est appelé à triompher simultanément dans tous les pays européens, mais cela veut dire que la victoire obtenue dans un pays devra s'étendre rapidement aux autres. Les liens économiques tissés par le capitalisme seront alors profondément transformés mais il serait utopique d'imaginer qu'ils pourraient être purement et simplement rompus. C'est toute la stratégie socialiste qu'il faut repenser à l'échelle européenne.

Un tel effort implique que nous combattions deux idéologies qui sont étrangères au socialisme, mais qui exercent néanmoins une certaine influence dans nos rangs. L'idéologie nationaliste qui confond l'antifascisme avec la tradition antiboche et l'idéologie pacifiste bourgeoise pour qui toute la politique internationale se réduit à une affaire de coexistence et à la découverte de compromis susceptibles d'arranger les uns et les autres, c'est-à-dire les Soviétiques et les Américains.

L'Europe socialiste, telle que nous la concevons, ne sera pas une Europe conquérante et dominatrice. Ce sera une Europe qui, au lieu d'accentuer les inégalités existantes, aidera le tiers-monde, et en premier l'Afrique, à rattraper son immense retard. Mais ce sera aussi une Europe indépendante qui rompra l'alliance atlantique et dont la politique ne coïncidera pas sur tous les points avec celle des autres grands ensembles socialistes soviétique et chinois. Il est donc naïf de penser que son avènement sera salué avec un enthousiasme général.

On me dira que ce sont là des vues encore lointaines; j'en conviens, encore qu'une politique pratique, sous peine de verser dans l'opportunisme, doit être éclairée par une vision d'ensemble. Aussi, le texte du Comité politique qu'appuient douze camarades du Bureau national, pose avant tout la question fondamentale.

Le parti accepte-t-il ou non d'orienter son travail dans une perspective européenne socialiste?

Nous demandons un feu vert. Le parti peut, bien entendu, nous le refuser et mettre le feu au rouge. Il serait indigne de lui de nous laisser un signal intermittent, c'est-à-dire de ne pas trancher un débat qui commande tout son avenir.

Giiles Martinet.

La maladie infantile du P. S. U.

LES articles de René Fallas et Albert Roux et certains débats préparatoires au Conseil national du 30 juin montrent que la libre discussion existe bien à l'intérieur de notre parti et que la démocratie à laquelle nous tenons tous existe bien, mais ils montrent également que beaucoup de camarades ne savent pas se discipliner, mélangent les problèmes et sèment la confusion dans des discussions déjà difficiles par elles-mêmes.

En effet, que constate-t-on?

Alors que le C.P.N. décide de mettre en discussion dans une première tranche quatre textes bien délimités pouvant servir d'éléments de programme pour la construction future d'un programme global de transition, René Fallas et ses amis, enfonçant des portes ouvertes, rédigent un rapport d'orientation politique aboutissant à quelques conclusions sommaires sur l'ensemble du programme et les camarades s'intitulent « tendance socialiste révolutionnaire », prétendent « utiliser » le débat sur les quatre éléments de programme pour préciser leur conception de « l'Etat ouvrier » et pour dire comment ils conçoivent « la mobilisation et l'organisation des masses travailleuses ».

La discussion sérieuse concrète sur des problèmes précis énumérés au Congrès national de Clichy dans le cadre d'un programme de transition dont l'orientation politique était définie (point 2 de la résolution générale) passe au deuxième plan. On se trouve le « camouflé » dénoncé par Fallas et la « réverie » dénoncée par Roux? et ne peut-on pas se demander si ces camarades ne cherchent pas tout simplement à faire dévier les débats du Conseil national pour crier à la faveur de la confusion ainsi créée, de nouvelles tendances en vue du prochain Congrès national?

Ils en ont le droit, me dira-t-on — bien sûr. Mais nous avons le droit, de notre côté, de crier casse-cou et d'alerter les camarades sur les dangers de ces méthodes.

Des faiblesses à surmonter

Si toutes les réunions du parti, si tous les débats sont utilisés pour brasser des idées générales au détriment des problèmes concrets, si les débats de procédure occupent l'essentiel des débats, il ne sera jamais possible de concrétiser l'orientation du parti et de faire les propositions d'organisation et d'action nécessaires pour faire progresser le parti et le situer comme le grand parti moderne capable de résoudre les problèmes qui se posent à la société française dans cette deuxième moitié du XX^e siècle et à l'aube de la deuxième révolution industrielle.

Cette incapacité de discuter d'autre chose que d'orientation générale, cette incapacité de se discipliner dans le cadre d'un travail commun, cette manie de remettre constamment en cause les orientations définies au Congrès sont des faiblesses que notre parti devra surmonter s'il veut effectivement répondre aux grands espoirs qu'ils a soulevés dans de nombreux milieux.

La méthode de travail efficace et démocratique me semble pourtant bien simple : les Congrès définissent l'orientation politique du parti et sa stratégie. Entre deux Congrès, le parti doit, dans le cadre de cette orientation et de cette stratégie, adapter sa tactique et se mobiliser dans des groupes de travail et d'action afin de concrétiser ces décisions qui « engagent tous les membres du parti ».

Il ne faut pas confondre la « démocratie » avec l'anarchie des discussions, il faut perdre l'habitude de discuter de tout à toute occasion. Il faut, en résumé, se discipliner et travailler sans relâche à développer les organismes permettant au parti d'augmenter son influence et à préciser les positions du parti sur les différents problèmes concrets qui se présentent aux différentes couches sociales que nous voulons pénétrer.

C'est dans cet esprit que le C.P.N. a mis à l'étude dans le parti, des éléments d'un programme de transition.

Il s'agissait, il s'agit encore, me semble-t-il, de bases concrètes tech-

niquement au point, pouvant être utilisées comme matériau pour construire un programme global.

Fallait-il faire un préambule politique précisant l'orientation et l'utilisation du programme? Le C.P.N. a estimé que le Congrès avait fixé cette orientation et qu'il était inutile d'y revenir pour le moment, d'autant plus qu'il s'agit dans cette première étape d'un travail d'étude et de défrichage qui, de plus, est un travail partiel (puisque d'autres éléments du programme ont été réservés pour un conseil ou une conférence ultérieure).

Certains camarades ne l'entendent pas ainsi et sous prétexte de faire un programme global comportant un préambule et une analyse politique, remettent en cause les décisions et les orientations du Congrès de Clichy.

Une certaine confusion

Avec beaucoup d'illusions et de démagogie les amis d'Albert Roux envisagent la transition comme « ...la destruction de l'appareil étatique de la domination bourgeoise : non pour le réformer, mais pour le remplacer par un type d'Etat conforme aux besoins des masses laborieuses, appuyé sur elles, assurant leur prédominance face au capitalisme ».

Il semble bien que ces camarades confondent bien légèrement le but (l'Etat ouvrier) avec les moyens (la transition); on retrouve d'ailleurs cette confusion dans l'ensemble de leurs propositions.

D'autre part, ces camarades, prévoyant leurs désirs pour des réalités, basent toute leur stratégie sur une illusion : « ...Le réveil de la combativité, disent-ils, ouvre des possibilités de grandes luttes unitaires en France et met à l'ordre du jour, face à la coordination internationale des capitalistes (Europe des Six notamment) une coordination internationale des mouvements ouvriers ».

Ces hypothèses, ces objectifs, sont en contradiction avec les analyses du Congrès national et sa résolution générale. Pourquoi ces camarades, comme les amis de Fallas, n'ont-ils pas attendu les débats préparatoires au 2^e Congrès national qui vont commencer dans quelques semaines pour faire leurs propositions? Cette méthode n'est-elle pas critiquable et ne tend-elle pas à bloquer toute discussion sérieuse sur des textes concrets qui, imparfaits au départ, ne demandent qu'à être améliorés?

Il n'est pas trop tard pour redresser la situation et pour restituer la discussion dans le cadre qu'elle n'aurait jamais dû quitter.

Un plan de travail

Le C.P.N., à la demande du Bureau national unanime, propose le plan de travail suivant :

1) Le 30 juin et le 1^{er} juillet, étude des éléments de programme mis à l'ordre du jour et vote indicatif sur les différents projets élaborés par les commissions à partir des amendements envoyés par les fédérations pour le mardi 26 juin. Si les textes sont suffisamment élaborés, ils seront soumis avant le Congrès national au vote des sections.

2) A une date ultérieure, les autres éléments du programme (réservés dans cette première étape) seront étudiés dans un autre Conseil national ou plutôt au cours d'une conférence nationale d'étude.

3) Préparation d'un rapport sur le programme de transition : texte global précisant son orientation, son utilisation et résumant ses grandes lignes en vue d'une discussion dans le parti, en direction d'un Congrès national — seul organisme habilité à décider de l'orientation politique.

4) Elaboration à partir des différents textes étudiés et du rapport adopté en Congrès de tout un matériel destiné à la propagande, et à la discussion avec les différentes forces susceptibles de constituer le futur Front Socialiste et notamment : une plaquette présentant l'ensemble du programme et des brochures détaillées et explicatives sur les différents chapitres, sans compter les articles de vulgarisation de Tribune Socialiste.

Henri Longeot.

La Nouvelle Revue Marxiste

6, rue THOUIN - Paris 5^e
C.C.P. 5617-88 Paris

SOMMAIRE DU N° 3

Editorial

L'indépendance de l'Algérie.

Jean Popereu

Déclin gaulliste et renouvellement socialiste.

Pierre Naville

Le P.C. devant le XXII^e congrès.

Victor Fay

Les avatars de la conception marxiste de l'Etat.

J.-M. Vincent

Du stalinisme au khrouchtchevisme.

Henri Lefebvre

A propos du XXII^e congrès du P.C.

Oreste Rosenfeld

La « déstalinisation » et le nouveau programme du P.C. de l'U.R.S.S.

Henri Lefebvre

Philosophie et politique (questions à R. Garaudy, J.-P. Sartre et J.-P. Vigier).

Le numéro : 4 NF

Abonnement un an : 12 NF

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 8, rue Henner, Paris-9^e.)

EUROPE : réalisme et non démission

LES batailles à propos de l'Europe vont prendre une grande importance au cours des prochaines années. La position du P.S.U. sur ces problèmes est donc capitale et peut constituer une ligne de clivage avec les autres forces politiques. Encore faut-il qu'elle soit assez réaliste et aussi assez combative pour pouvoir peser sur les événements. Je laisse de côté ceux qui pensent que l'on peut ignorer le processus actuel de concentration européenne.

Ils ne sont qu'une poignée dans notre parti et le danger ne vient pas d'eux. Un danger beaucoup plus grand pour la santé politique du P.S.U. vient de ceux qui prennent prétexte précisément de la nécessité du « réalisme » pour fournir en fait leur caution à l'évolution actuelle de la petite Europe capitaliste, à l'abri d'un rideau de fumée où les regrets sur le caractère de l'actuelle construction se mêlent à de grands vœux pieux concernant son amélioration dans le sens « socialiste », voire même « révolutionnaire ». De même, Guy Mollet, après le congrès S.F.I.O. de 1946, a fourni, à l'abri de son programme « révolutionnaire », une caution à la politique réactionnaire et colonialiste de la France d'après guerre.

En ce sens, le texte dit « du C.P.N. » sur l'Europe, paru dans le numéro 16-17 du Courrier du P.S.U., et appuyé dans le numéro suivant par une déclaration de la majorité du Bureau national, présente les lacunes et les imprécisions les plus graves. Un certain nombre d'entre nous, qui avons voté ce texte à l'époque au C.P.N., ne l'avons accepté que comme un compromis provisoire, un minimum commun entre tendances opposées destinées à fixer les idées et à constituer une base de départ pour des textes clairs définissant plusieurs orientations précises sur lesquelles le Parti devrait trancher.

C'est seulement après un accord formel et unanime selon lequel ce texte ne serait rien d'autre, que nous avons accepté le procédé du « minimum commun » et que nous n'avons pas présenté sur-le-champ au C.P.N. un texte précis. L'accord a été respecté d'une part par André Philip, d'autre part par Rosenfeld et Faye, enfin par le groupe de camarades signataires du texte Bourdet, Bridier, Humblot, Tamburini, Vincent, Weitz, Denecker, Trémintin. Nous avons, les uns et les autres, présenté des textes définissant des orientations nettes et j'ai donc été très surpris de voir la majorité du B.N., au lieu d'en faire autant, se borner à appuyer devant le Parti le texte dit, à tort, du C.P.N., qui n'avait, dans l'esprit de tous ses auteurs, qu'un caractère momentané.

La position du Parti sur l'Europe doit, à mon sens, mettre fortement en valeur les points suivants :

1° Nous devons souligner que nous

avons eu raison de lutter pendant des années, là où nous nous trouvions, contre la petite Europe réactionnaire et militariste qui s'est faite malgré nous et qui rend plus difficile la construction d'une Europe pacifique, lien entre l'Est et l'Ouest. Un tel rappel est indispensable si nous voulons transformer cette Europe que nous ne voulons pas en quelque chose d'autre. Si nous négligeons ce rappel, tous les « petits Européens » s'exclameront que nous nous « rallions », que nous « reconnaissons enfin nos erreurs », la grande presse les suivra et tous nos arguments pour l'avenir en seront affaiblis devant l'opinion.

2° Nous devons affirmer, comme le fait d'ailleurs sans cesse M. Walter Hallstein, que la construction européenne, en quelque domaine qu'elle se fasse, est une opération politique, a des intentions, des conséquences politiques. Et c'est pourquoi nous devons, chaque fois que nous faisons un choix, mettre au premier plan l'incidence de toute décision en matière européenne, non seulement sur l'avenir du socialisme, mais aussi sur la détente ou la tension internationale, sur la paix ou la guerre. Le texte dit du C.P.N. a été contraint d'escamoter ce dernier aspect des choses pour arriver au « minimum commun ».

3° Nous pouvons et devons parler d'un programme socialiste européen, de planification européenne, de démocratisation, de liquidation des intérêts privés, etc. Mais nous devons aussitôt montrer qu'il ne s'agit, dans l'état actuel du rapport des forces, que de vœux lointains et qui ne sauraient servir d'alibi à la réalité capitaliste actuelle. En fait, dans le cadre de l'Europe des Six, avec la division du mouvement ouvrier, avec toutes les possibilités d'affaiblissement et de truquage de la représentation populaire que cela comporte, avec la démission de la Social-Démocratie allemande devant son propre capitalisme et devant Adenauer, aucune bataille ne sera gagnante avant longtemps et le cadre « petit Européen » renforcera le capitalisme et les tendances antisoviétiques, alors que c'est beaucoup plus douloureux pour la gauche et les forces populaires.

C'est pourquoi la seule bataille concrète sur laquelle nous pouvons actuellement peser est celle de l'élargissement vers la Grande-Bretagne, les Scandinaves, puis les neutres. Mais cela suppose que nous tenions compte des inquiétudes de nos camarades anglais et scandinaves, que nous cherchions à leur rendre l'Europe acceptable, que nous n'accroissions pas leurs inquiétudes par notre propre démission, que nous rejettions la supranationalité jusqu'à un accord ultérieur avec eux et que nous luttons pour la révision du traité de Rome, machine intégrationniste et atlantique.

Sur tous ces points, le texte dit du C.P.N. est insuffisant ou ambigu, faisant, par exemple, confiance à une hypothétique « désignation démocratique » pour remédier à la très réelle et actuelle concentration du pouvoir capitaliste dans les organismes supranationaux de l'Europe telle qu'elle est — et faisant mine de craindre, en cas d'élargissement européen, un risque de dépendance accrue vis-à-vis des Etats-Unis. Comme si l'indépendance, d'ailleurs très limitée, qu'acquiert l'Europe des Six sous la poussée de de Gaulle et de l'état-major franco-allemand, avait un rapport quelconque avec le désengagement et le neutralisme !

Comme si elle représentait autre chose que la pointe la plus irresponsable et militariste de la coalition occidentale, certainement plus dangereuse pour l'équilibre mondial et pour la paix que ne le sont les Etats-Unis de Kennedy et la Grande-Bretagne de Macmillan ! La bataille pour une Europe « désengagée » ou « neutraliste » est au-devant de nous. Elle passe par une lutte commune avec toutes les forces de gauche européennes au sens large, elle ne passe pas par une confiance aberrante dans la logique mécanique de l'intégrationnisme des Six.

On comprendra, après ces remarques, pourquoi nous avons estimé indispensable de présenter un nouveau texte presque entièrement différent de celui que l'on a couvert à tort de l'autorité du C.P.N.

Claude BOURDET.

JULLIARD

ISAAC DEUTSCHER

Trotsky

Tome I

Le prophète armé
1879-1921

Collection "Les Temps Modernes"

On ne peut nier que Trotsky ait été une des personnalités les plus passionnément discutées de ce siècle. Vivement admiré par les uns, furieusement attaqué par les autres, il fut presque rayé pendant trente ans de l'histoire officielle de la Révolution Russe. Le but d'Isaac Deutscher a été de rétablir la vérité sur Léon Trotsky. Tâche immense pour laquelle toutes les sources de documentation possibles — y compris les archives personnelles de Trotsky — ont été nécessaires. Ainsi le visage du compagnon de Lénine, du fondateur de l'Armée Rouge, du premier diplomate de la Révolution, apparaît-il ici dans toute son authenticité.

1 vol. 24 NF

TADEUSZ BREZA

la porte de bronze

Traduit du polonais par Paul Cazin

A Rome, au Vatican, affluent prières, messages, suppliques, rapports. De Rome et du Vatican émane une immense puissance spirituelle. Un diplomate polonais a forcé la Porte de Bronze du Siège de Saint Pierre et nous en livre les secrets — les grands, ceux de l'Etat.

1 vol. 18 NF

PIERRE NAVILLE

Trotsky vivant

Collection

"Dossiers des Lettres Nouvelles"

Léon Trotsky, Président du Soviet de Saint-Petersbourg en 1905, Président du Soviet de Péetrograd, Commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères et à la Guerre, Président du Conseil Militaire Révolutionnaire, finit assassiné à Mexico en 1940 par un agent de Staline. C'est la figure personnelle de Trotsky que Pierre Naville — qui fut lié à sa vie — fait revivre ici.

1 vol. 9,90 NF

ERNEST MANDEL traité d'économie marxiste

LE MARXISME EST-IL DÉPASSÉ ? C'est à cette question entre plusieurs autres que tente de répondre Ernest Mandel. Cet important ouvrage, qui vient à son heure pour aider à faire le point, doit prendre sa place dans toute bibliothèque de l'homme du XX^e siècle.

2 forts vol. 45 NF

ANIA FRANCOS



la fête cubaine

"Ania Francos nous introduit au cœur de ce peuple qui redécouvre sa joie de vivre, sa dignité, son héroïsme, son besoin de fraternité... Elle se laisse emporter par le tourbillon d'une révolution qui a fait table rase pour tout reconstruire à neuf. Et le lecteur ne peut que participer à cette enivrante FÊTE CUBAINE aux rythmes de carnaval".

Claude JULIEN "Le Monde"
1 vol. 15 NF

CHARLES TILLON

les F.T.P.

Témoignage pour servir à l'Histoire de la Résistance.

"L'auteur cite d'innombrables exemples précis, vérifiables, contrôlables: les preuves ont remplacé les affirmations. Cette résistance avant tout populaire fait corps avec la nation et s'identifie avec ses aspirations... Le livre de Charles Tillon est d'une densité peu commune."

Jean FREIRE "Libération"

"Les F.T.P. c'est, vue par leur ancien chef, la différence d'optique et tout le conflit entre la résistance intérieure et la résistance extérieure. Mais Charles Tillon l'évoque à la fois en "partisan courageux" (1940-1944) et en partisan politique de 1962."

Jacques FAUVET
1 fort vol. 27 NF

"Le Monde"

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

• Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF. 19-20

• Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)
FIG. 65-21 - TRI. 28-48
C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

• Publicité :

Geneviève Mesguiche
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e.

FERHAT ABBAS

guerre et révolution d'Algérie

Tome I
LA NUIT COLONIALE

1 vol. 10,80 NF

JULLIARD

LA CAMPAGNE DE DIFFUSION DE "Tribune socialiste"

Le temps est venu de faire le point de la campagne de diffusion engagée pour notre hebdomadaire, à partir des décisions de la « Conférence Nationale de Presse » qui s'est tenue le 18 mars à Paris.

La première constatation qui doit être faite, est que les objectifs que nous nous étions fixés, étaient parfaitement possible puisque aujourd'hui plus de 33 Fédérations ont atteint ou dépassé l'objectif national fixé.

Dans ce cadre nous nous devons de souligner les succès spectaculaires remportés par les Fédérations des Hautes-Pyrénées, des Basses-Pyrénées, du Bas-Rhin et de l'Ariège qui ont doublé leur diffusion précédente.

De même 43 Fédérations ont augmenté très sérieusement leur diffusion, participant avec sérieux à la campagne lancée. Au tableau d'honneur, les Fédérations du Tarn, de la Nièvre, de Seine-et-Marne, de la Corse, de l'Isère, du Doubs, de la Haute-Saône, de la Savoie, de la Haute-Savoie dont le pourcentage de vente dépasse de plus de 30 % celui de février dernier.

Par contre, un certain nombre de Fédérations, une trentaine environ, sont restées stationnaires, quand elles n'ont pas régressé. Certaines parce qu'elles se sont satisfaites de leurs efforts précédents, d'autres parce qu'elles n'ont pas engagé la moindre bataille.

Quoi qu'il en soit, la diffusion de notre hebdomadaire ne cesse de progresser et son audience nationale est certaine. Il n'est que de lire les commentaires que ses articles provoquent pour comprendre que « Tribune Socialiste » est un élément majeur, et de notre propagande, et de la politique du Parti.

Il est indispensable de parfaire les premiers succès obtenus. D'autant plus qu'en fonction de l'audience obtenue et pour enrichir le contenu du journal, le passage à 16 pages hebdomadaires est devenu un objectif envisageable.

Pour cela il est nécessaire que l'ensemble des organisations du Parti, prennent toutes les mesures :

- pour faire souscrire des abonnements vacances ;
- faire renouveler tous les abonnements échus ou arrivant à échéance ;
- reprendre en l'élargissant, la diffusion à la rentrée.

Les sceptiques étaient nombreux à la création de « Tribune Socialiste ». Créer un hebdomadaire, sans moyens financiers de départ, sans publicité, semblait un pari perdu d'avance.

Deux ans après nous pouvions dire que la gageure était tenue. Il s'agit maintenant, non seulement de consolider les succès obtenus, mais d'étendre encore l'influence de notre journal.

Cela est possible. A une condition : que toutes les Fédérations et Sections mettent constamment le problème de la diffusion de « Tribune » à l'ordre du jour de leurs réunions.

C'est déjà fait dans beaucoup d'endroits. Le tout est que cela soit fait partout.

AIDEZ LE P.S.U. A SE LOGER

Mon appel a été entendu par de nombreux lecteurs de Tribune Socialiste.

Jacques Bueno, 3, allée Tristan-Bernard, à Pantin (Seine), C.C.P. Paris 1752-01, a reçu avec plaisir chèques, mandats, espèces, en vue de l'acquisition de parts de la Société Civile Immobilière en formation (une part : 50 NF).

Mais nos besoins sont encore loin d'être comblés.

Que ceux qui ne l'ont pas fait pensent à souscrire, à alerter des amis, des sympathisants, à nous envoyer des adresses de personnes que nous pourrions toucher utilement, à prendre eux-mêmes l'initiative de répandre des listes de souscription dont ils enverront le montant à Bueno.

Grâce à vous, nous inaugurerons un jour notre maison.

Merci à tous.

Edouard DEPREUX.

Prenez des contacts PSU pendant vos vacances

Vous ferez un grand plaisir aux camarades des communes dans lesquelles vous vous trouverez, en leur rendant visite, en confrontant votre expérience avec la leur.

Ecrivez au Secrétariat du P.S.U., 8, rue Henner. Vous recevrez par retour du courrier les adresses utiles. Il va sans dire que si vous allez à l'étranger, vous pourrez également voir des amis socialistes : le P.S.U. en a dans le monde entier.

Pour la jeunesse inadaptée

La France compte 1.500.000 jeunes inadaptés et plus de 10.000 établissements, services et œuvres privés s'occupant de ces jeunes.

Le P.S.U., conscient des problèmes que pose à la nation ce délicat problème, invite tous les camarades travaillant dans ce secteur à se réunir pour étudier les différents problèmes qui se posent dans leur secteur. Tant sur le plan syndical (C.G.T., C.F.T.C., Syndicats autonomes, association professionnelle...) que sur l'organisation future de tous les organismes compétents. Tous les militants P.S.U. de ce secteur sont invités à participer aux travaux d'une commission nationale chargée de les rassembler.

Envoyez rapidement vos nom, adresse et profession au 8, rue Henner.

Rencontre internationale de la jeunesse en Yougoslavie

Qu'y fera-t-on ? Le programme de la rencontre comprend quatre parties :

- 1) Conférences-exposés sur des thèmes sociaux, économiques et politiques. Thèmes déjà proposés : « Les institutions économiques yougoslaves : conseils ouvriers et conseil des producteurs » ; « Le projet de planification démocratique français » ; « Comparaison entre l'organisation de l'enseignement en Yougoslavie et en France » ;
- 2) Une tribune libre de discussions ;
- 3) Une partie culturelle et sportive : Soirées et clubs culturels ; Visites de Venise, Rijeka, Split et des îles de l'Adriatique ; Sports et nautisme (voiliers) ;
- 4) Visites des réalisations yougoslaves : Yougoplastique, à Split ; Coopératives agricoles et de pêche à Bol.

Qui invite et qui est invité ? C'est le Forum international de la Jeunesse (composé en France de jeunes socialistes, membres ou non du P.S.U.) qui invite. Des jeunes et des étudiants yougoslaves ont assuré de leur participation. Des mouvements socialistes de tous les pays d'Europe ont été invités. En France, tous les jeunes (gars et filles), étudiants, apprentis ou jeunes travailleurs sont invités ainsi que les éducateurs.

Lieux et dates. Du 11 au 26 août 1962, à Bol, dans l'île de Brac (Yougoslavie). Logement dans un centre

de vacances de jeunes confortable. Possibilités de quelques chambres individuelles ou pour des couples chez l'habitant.

Coût du séjour. Forfait : 470 NF, tout compris : logement, nourriture, participation aux conférences et toutes activités, voyage aller et retour depuis Paris, séjour à Venise.

Adhésion à l'Association : 7,50 NF.

Renseignements et inscriptions : Forum international de la Jeunesse, 23, galerie Vivienne, Paris (2^e), téléphone : CENTral 94-52.

Evreux

La Ligue Française de l'Enseignement tiendra son 73^e Congrès National à Evreux, du 11 au 13 juillet prochain, sous la présidence de M. Henri Fauré.

Le rapport d'activité sera présenté par M. Robert Dader, secrétaire général de la Ligue. Le Congrès a mis à l'ordre du jour de ses travaux la question suivante : « L'éducation permanente et le développement d'une pensée libre devant les modes modernes de diffusion des images et des idées ».

C'est M. Jean Grenier, vice-président de la Ligue qui rapportera sur cette question.

1.000 congressistes représentant près de 3 millions de Ligueurs participeront aux travaux d'Evreux.

Vacances paisibles dans un cadre agréable !
Loisirs studieux dans la verdure !
Veillées culturelles sur des thèmes socialistes !

Inscrivez-vous aux

STAGES NATIONAUX DE FORMATION DU P.S.U. !

Le succès qu'ont rencontré les stages nationaux de 1961 a incité la Commission Nationale de Formation à demander, cette année, au Parti un effort plus important.

Cinq stages sont donc proposés aux camarades.

Les programmes

FORMATION GENERALE (deux stages).

11 au 18 août
et 8 au 15 septembre

- Initiation économique ;
- Analyse des classes sociales actuelles ;
- Attitude du P.S.U. face au régime ;
- Attitude du P.S.U. devant l'Europe ;
- Stratégie du P.S.U. en liaison avec les organisations de masses.

ENTREPRISES.

17 au 23 septembre

- La vie économique de l'entreprise ;
- La vie syndicale dans l'entreprise ;
- La vie syndicale aux niveaux national et international ;

— Les relations du P.S.U. avec les centrales syndicales.

PROBLEMES AGRICOLES.

21 au 23 octobre

- Structures agricoles (problèmes fonciers, différents types d'exploitation, modes de faire-valoir, analyses régionales) ;
- Le mouvement paysan ;
- Les paysans et la politique ;
- La politique du P.S.U.

JEUNES ETUDIANTS.

9 au 16 septembre

- Tâches du socialisme (planification, pouvoir économique et démocratie, décolonisation, le Front Socialiste) ;
- La jeunesse (mouvements, institutions, problèmes politiques) ;
- Jeunesse et éducation (problèmes de l'enseignement, démocratisation, culture).

Conditions matérielles

● Lieux : toujours dans de grandes maisons, dans un rayon de 50 km autour de Paris. Grand parc à la disposition des stagiaires.

● Prix : voisin de 40 NF pour chaque stagiaire, à quoi s'ajoutera la moitié des frais de voyage résultant de la péréquation entre tous les stagiaires.

● Conditions d'inscription : Les camarades peuvent s'inscrire directement 8, rue Henner, Paris-IX^e, mais :
1) Ils doivent avertir leurs fédérations ;
2) Ils sont priés de s'inscrire aussitôt que possible.

DEMANDE D'INSCRIPTION

POUR LE STAGE (rayer les mentions inutiles)

Formation générale I — 11-18 août
Formation générale II — 8-15 septembre
Jeunes et étudiants — 9-16 septembre
Entreprises — 17-23 septembre
Problèmes agricoles — 21-28 octobre

● RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Nom : Prénom : Sexe :
Adresse :
Profession :
Date de naissance :
Téléphone :
Entreprise :

● PARTI

Fédération :
Section :
Date d'adhésion :
Responsabilités :

● SYNDICAT

Confédération :
Fédération :
Responsabilités syndicales :

● DIVERS

Autres activités (culturelles, de jeunesse, etc.) :
Fonctions électives (municipales, Sécurité sociale, Allocations familiales, H.L.M., Parents d'élèves, etc.) :

Date :

Signature :

Pour tous renseignements, avant l'entrée en fonction imminente de l'Office des Vacances Socialistes, s'adresser au P.S.U., commission Nationale de Formation, 8, rue Henner, Paris (IX^e).

Week-end d'études

La fédération de Paris organise, les 7 et 8 juillet 1962, dans la vallée de Chevreuse, un week-end d'études sur :

LE TIERS MONDE

Au programme : les problèmes du sous-développement, la coopération est-elle nécessairement capitaliste ? Neutralisme et biens du monde ?

Pour inscription et renseignements, s'adresser à la fédération de Paris, 8, rue Henner, Paris-9^e.

PETITES ANNONCES

● CHERCHE CAMARADES pour croisière en voilier dans les îles grecques : 3 au 26 août.

Téléphoner à partir de 19 heures à : SUF. 19-20.

● S.O.S. : jeune militante cherche un studio libre de suite ; pourrait payer jusqu'à 200 NF.

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.

52-61, rue La Fayette

Paris (9^e)



Un livre sur Jean Renoir

LES brochures éditées par Premier Plan, et consacrées pour la plupart à de grands réalisateurs de films, sont généralement instructives et attrayantes ; ajoutons, ce qui ne gâte rien, qu'elles ne s'inspirent pas de je ne sais quel purisme esthétique, et qu'elles ne dédaignent nullement la critique engagée, et vigoureuusement. La dernière livraison de Premier Plan est un numéro triple, de quatre cents pages, consacré à Jean Renoir.

Le livre se présente comme un dossier : après six articles qui donnent des points de vue différents sur Renoir (de l'admiration à l'éreintement : Alexandre Arnoux, Roger Leenhardt, Maurice Schérer, Jérôme Canard, Clément Cartier, Marce Oms), une continuité chronologique suit la carrière de Renoir, donnant à propos de chaque film, une appréciation de Premier Plan (travail collectif signé Borde, Schœndorf et Chardère), une déclaration de Renoir et des extraits significatifs de critiques — tant reportages qu'études, tant anciens qu'actuels.

Ce patient, instructif et minutieux montage fait apparaître aussi bien une perspective de l'œuvre de Renoir que son reflet à travers les opinions de ses contemporains. La personnalité de l'auteur de La Règle du Jeu en sort plus clarifiée ; l'on sait que Renoir, qui réalisa La vie est à nous en 1936, pour le Parti communiste, puis La Marseillaise pour le Front Populaire, avait aussi bien réalisé, en 1929, Le Bled, « destiné à préparer des fêtes du centenaire de la conquête de l'Algérie », disait la presse.

Et les variations qui vont du Crime de M. Lange au Docteur Cordelier et au Caporal Epingle ne peuvent se contenter de commentaires expéditifs et désabusés sur le vieillissement des artistes. Car Renoir fut un très grand metteur en scène, et Boudu, Le crime



(A.D.P.)

Jean Renoir

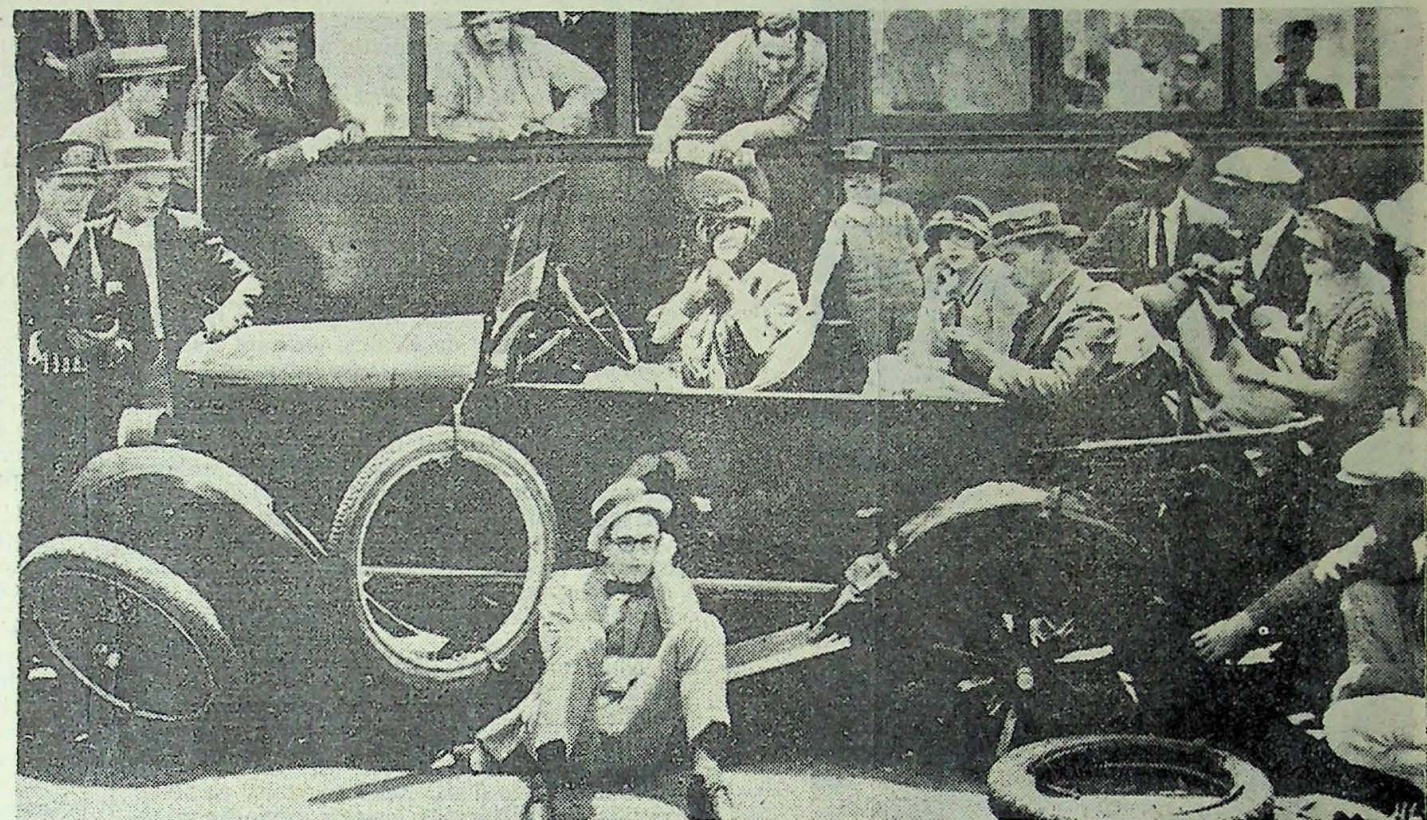
de M. Lange, La Grande Illusion et La règle du jeu sont des chefs-d'œuvre assez éclatants pour qu'on accorde à leur auteur, non l'indulgence complice, mais l'attention la plus profonde, et l'exigence la plus stricte.

Le dossier Renoir de Premier Plan nous permet de lire ces textes d'époque, de prendre connaissance d'un fragment du découpage de La vie est à nous, — entre parenthèses, ça peut permettre de connaître quelques couplets de l'Internationale — ou de lire la prose antisémite de François Vigneuil, alias Lucien Rebatet, critique de cinéma et aujourd'hui ornement de Rivarol — de mieux connaître le « Renoir américain » de 1940-1946, ou le Renoir des petits films commerciaux de ses débuts, invisibles aujourd'hui.

Il ne s'agit pas, avec ce volume, d'exégèses ni de cheveux coupés en quatre. Il s'agit de textes et de documents pour aider à comprendre et à connaître l'une des plus curieuses figures du cinéma français — et que ces textes et documents soient montés et reliés dans une perspective de gauche, voilà qui ne peut, à notre avis, qu'en faire recommander la lecture. Peut-on ajouter que, de plus, ces exhumations, ces rapprochements, sont parfois assez divertissants ?

Marcel Ranchal.

Le monde comique d'Harold Lloyd



LE digest anthologique est devenu un aliment de choix pour les programmations estivales. Chaque année nous amène ainsi une réhabilitation-express dont les évidents soucis commerciaux prennent le pas sur la volonté documentaire. Cette fois, « Le monde comique d'Harold Lloyd » a au moins le mérite d'un commentaire plus discret qu'à l'ordinaire.

Il y a sans doute un classement gratuit dans des rubriques contestables des séquences retenues, une insistance lourde à montrer l'allégresse du propos, mais enfin si l'on songe aux plates démonstrations menées précédemment par le maître René Clair, on préférera ce programme-là.

La projection s'ouvre par une gamme de gags. Le ton Lloyd. Rythme rapide. Pas d'insistance. On met en situation, on surprend. Et, à autre chose. Suicide : un homme se jette d'un pont dans une rivière, après deux autres tentatives avortées. Il n'y a que deux doigts d'eau. Peinture : l'artiste danse, pinceau en main, face à sa toile. Mais ce n'est qu'un badaud

suivant le mouvement du peintre.

Les acteurs comiques, au cinéma comme d'ailleurs sur les planches, ce furent d'abord une silhouette. Celle de Lloyd est d'un employé de bureau attentif aux gravures de mode masculine. Bien américain, nonchalant et désinvolte mais timide, jeté sans cesse dans l'anormal et dont l'attitude toujours banalement quotidienne contredit la proximité du danger. Le voici errant parmi une révolution d'opérette de laquelle il ignore tout. Les hommes tombent comme des mouches : la sieste, pense Lloyd.

A sa manière, Harold est un superman. Mais sa surréalité est toujours plausible. C'est l'exception unique. Un homme frappe à coups de tuyau de plomb sur la tête de Lloyd. De toutes ses forces. Lloyd s'appuie contre un mur. L'homme frappe plus fort encore. Le tuyau se tord. Lloyd se sauve. On aperçoit le morceau de ferraille sous lequel Lloyd s'était planté et qui, enfoncé à la hauteur de sa chevelure dans le mur, se trouvait dissimulé par elle.

Le burlesque ne s'embarrasse pas

des conventions réalistes et il s'agit moins de susciter chez le spectateur l'identification que l'étonnement. Ici la surprise joue essentiellement. A la différence de Chaplin qui travaille à l'économie et dont les gags se développent suivant une progression dialectique, chez Lloyd chaque séquence peut devenir indépendante et constituée à chaque fois un tout. Il s'y trouve une accumulation mécanique, bien élaborée mais souvent gratuite.

Le ton change avec « Monte la-dessus » qui clot la projection. On veut faire frémir dans la tradition des mélodrames. L'on y parvient. C'est angoissant, à crier. D'autant qu'on se souvient de l'absence de trucagés.

Lloyd vaut-il Keaton ? C'est une autre histoire. La farce vaut-elle la satire, la pochade, la comédie de mœurs. Question de goût. Disons qu'à propos de Lloyd la tentation de faire de la littérature disparaît. Du gros comique sans signification à vous décrocher grassement la mâchoire.

(Monte-Carlo).

Emile Copfermann.

Le rendez-vous de minuit

QUATORZE ans après les Dernières vacances, Roger Leenhardt s'explique sur son deuxième long-métrage :

« Je suis parti de deux idées-forces : 1) Un film dans un film, les charmes de boîtes chinoises, et mon goût dont parlait tant Bazin, du deuxième degré ; 2) Le plan de communication humaine particulièrement intense et profond qui s'établit parfois instantanément par une rencontre étrange et à cause même du mystère de l'interlocuteur, une sorte de coup de foudre de la connaissance, analogue au coup de foudre sexuel. »

Pour résumer le scénario en termes moins emphatiques, c'est l'histoire d'une actrice ratée devenue infirmière qui, après plusieurs visions d'un film, s'identifie à l'héroïne au point de vouloir se suicider comme elle, à minuit, sous le pont Mirabeau.

La rencontre d'un journaliste, la confession qui s'ensuit et l'amour peut-être, font qu'elle ne met pas fin à ses jours.

Il suffit de lire les déclarations de Leenhardt, fort nombreuses, pour se rendre compte de l'ambition du film qui se veut une réflexion philosophique sur le cinéma, sur le thème du doublement, sur les interférences du réel et de l'imagination, etc. Malheureusement, toutes ces histoires s'écroulent car le résultat est d'une totale médiocrité, le film imaginaire est conventionnel. Quelles que soient les précautions de Leenhardt qui a tenu à séparer le réel de l'imagination, à accuser les différences de style entre les deux parties de cette œuvre, il reste que c'est finalement deux mélodrames qui se fondent constamment et s'imbriquent trop aisément l'un dans l'autre (au profit d'un suspense gratuit) pour attirer notre attention sur le sens critique de cette œuvre.

Le film dégénère en un pâle roman-feuilleton et rien ne sauve le naufrage lamentable de l'idée.

L'éclairage de la photographie est sans relief, le style est volontairement populiste pour la partie « réaliste », artificiel et précieux pour la partie « imaginaire ». Un montage hybride et inintelligent s'efforce de recomposer un puzzle de convention. Seul Resnais aurait pu faire de ce

scénario à tiroirs une histoire qui « morde » constamment sur les divers degrés de réalité et qui se hausse jusqu'à la portière de l'imaginaire. Une telle histoire demanderait, au-delà d'un approfondissement psychologique, une réflexion sociologique sur l'influence du cinéma sur les masses. Il eût fallu moins de concessions au genre commercial, moins de schématisme dans la satire et surtout moins de didactisme car, enfin, c'est bien là le défaut de ce film-thèse : la lourdeur de l'exposé, le manque d'invention nous infligent de scènes interminales et creuses.

A noter que les intérieurs de Bernard Evein possèdent une qualité d'insolite surprenante dans ce film qui, au bout du compte, est primaire et boursouflé.

Pierre Uytterhoeven.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
Semaine de 27 juin au 3 juillet

LES AMANTS DE TERUEL

LE FLORIDE 43, Fg Montmartra
PROvence 63-40

Semaine de 27 juin au 3 juillet

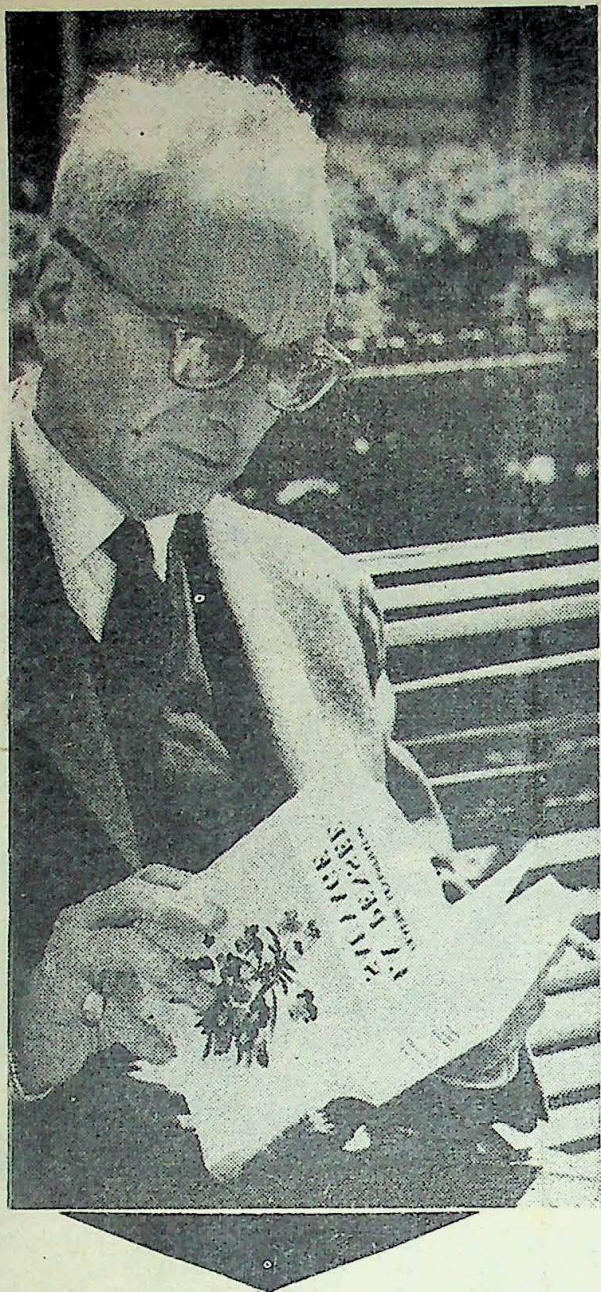
SWAMP WATER

(L'étang tragique)

premier américain en V.O.

de Jean Renoir

(Permanent tous les jours
de 14 h. à 24 h.)



La Pensée Sauvage

CLAUDE LEVI-STRAUSS est incontestablement devenu le chef de file de l'ethnologie française. C'est pourquoi chacune de ses publications revêt en quelque sorte l'aspect d'un événement. Après *Nambikwara*, étude d'américaniste, après les *Structures élémentaire de la parenté*, mise au point d'une méthode d'analyse structurale, après *Tristes Tropiques*, essai sur la condition humaine primitive, voici *La Pensée sauvage*, ouvrage d'ethnographie généralisée et traité de logique concrète. Volume après volume, se construit une œuvre dont la progression n'est certes pas achevée mais dont chaque phase, chaque démarche est poussée à l'extrême.

Dans la *Pensée sauvage* qui fut en fait son cours au Collège de France pendant l'année 1960-61, Lévi-Strauss part du totémisme pour arriver à la conclusion que ledit totémisme n'existe pas, qu'il n'est qu'une vue fragmentaire parce qu'en fait il n'y a pas une unité de l'esprit primitif mais une forme unique d'esprit humain inégalement partagée, mais partagée tout de même, entre sauvages et civilisés : cette forme unique d'esprit, c'est la capacité de connaître empiriquement le monde environnant (y compris sa société), de l'employer, de le nommer, de le constituer en système organisé.

A la pensée classificatoire des primitifs fait ainsi pendant la pensée domestiquée, essentiellement expérimentale, des « prétendus civilisés », à la logique concrète la logique analytique. Pour étayer sa thèse, Lévi-Strauss se livre d'ailleurs à une mise en place rapide des différents aspects complémentaires de l'esprit humain : rationalisme et empirisme, art et bricolage, expérience et tradition, etc.

Selon Lévi-Strauss, l'irruption de l'Histoire comme conscience de l'historicité, de l'événement, a donné naissance à l'esprit « civilisé » et détaché celui-ci de l'esprit primitif, par définition artistique. Mais les deux faces de la lune empêchent-elles l'astre de ne former qu'une seule et même planète ?

Cette anthropologie générale de l'esprit humain ne manque certes pas de panache. Mais on peut peut-être regretter que Lévi-Strauss ne soit pas davantage remonté aux causes : si l'irruption de l'Histoire est à l'origine des sociétés modernes n'est-ce pas dû en fait à des raisons essentiellement économiques ? Il paraît vraisemblable que si les ressources économiques du globe eussent été plus également réparties, il n'existerait plus aujourd'hui de sociétés primitives, donc de pensée sauvage, ce qui incite à conclure que les deux formes d'esprit actuellement coexistent sont d'abord les reflets de conditions économiques données. Lévi-Strauss n'aborde pas le problème.

Il n'en reste pas moins que l'effort systématique entrepris pour dégager l'unicité de l'esprit humain, autrement dit pour affirmer la pérennité de l'homme, mérite attention.

Mettons toutefois le lecteur en garde : il ne s'agit pas là d'un livre facile. *La Pensée sauvage* ne deviendra sans doute pas livre de poche à l'instar de *Tristes tropiques*. C'est un ouvrage dense, elliptique, souvent réservé aux seuls initiés.

En cette période estivale, je ne le conseille donc pas à ceux qui ont l'intention de le lire sur la plage en écoutant leur transistor.

Georges Batelier.

LEVI-STRAUSS CONTRE SARTRE

Le dernier chapitre de la *Pensée Sauvage* est consacré à la réfutation des théories de Sartre. Le désaccord porte sur des points qui touchent aux fondements philosophiques de l'anthropologie. En simplifiant les positions, nous pouvons les résumer ainsi :

1) Lévi-Strauss, à partir des civilisations primitives, cherche à tracer un portrait de l'Homme. A travers le langage et les coutumes il dégage les itinéraires et les structures de l'esprit. « Si ces formes sont fondamentalement les mêmes pour tous les esprits, il faut et il suffit d'atteindre la structure inconsciente sous-jacente à chaque institution ou à chaque coutume, pour obtenir un principe d'interprétation valable pour d'autres institutions et d'autres coutumes ». Le but de Lévi-Strauss est d'atteindre « un inventaire des possibilités inconscientes » qui fournirait « une architecture logique à des développements historiques ».

Une totalisation

2) Sartre pose le problème en termes différents : « Si quelque chose comme une Vérité doit pouvoir exister dans l'anthropologie, elle doit être devenue, elle doit se faire totalisation ». Si la Vérité et l'Histoire ne sont pas totalisantes, l'aventure humaine n'a plus de sens : il ne resterait que des vérités et des histoires. Dans *Critique de la Raison Dialectique* Sartre décrit les fondements d'une anthropologie structurelle et historique.

« Tout se découvre dans le besoin » qui force l'homme à s'opposer à la Nature qui se révèle à lui comme « milieu de rareté ». Par le travail, l'homme découvre autrui comme concurrent, comme danger. A partir de là s'organisent les groupes, les alliances, les haines. Le mouvement dialectique, le liant et l'opposant aux autres hommes, le porte vers l'Histoire. En transformant ses conditions d'existence, il fait apparaître de nouvelles contradictions. En voulant les résoudre sur le plan intime, la vie individuelle rencontre l'Histoire et la dispersion des hommes seuls se résout en structures. Ainsi, au XII^e siècle, les efforts des bourgeois enrichis pour s'intégrer à la noblesse provoquent un resserrement de l'aristocratie, qui créa la notion de chevalerie.

Cette barrière draconienne fit découvrir l'oppression aux exclus et créa la double solidarité des nobles entre

eux et des bourgeois entre eux. A chaque niveau de nouvelles questions se posent. Elles se résolvent dans une synthèse qui engendre sa propre contradiction. L'Histoire est ainsi reprise, et chaque moment de l'aventure humaine totalise tous les autres moments.

La dignité humaine

A cette conception de l'homme historique, Lévi-Strauss oppose l'Homme Primitif : « Chacune des dizaines ou des centaines de milliers de sociétés qui ont coexisté sur la terre... s'est prévalu d'une certitude morale — semblable à celle que nous pouvons nous-mêmes invoquer — pour proclamer qu'en elle se condensait tout le sens et la dignité dont est susceptible la vie humaine ».

En introduisant la notion de Dignité Humaine, qui rappelle la philosophie de Camus, Lévi-Strauss tend un traquenard à ses adversaires : tout contradictoire peut aussitôt être accusé d'en vouloir à la dignité humaine des primitifs.

Sartre se met donc dans un mauvais cas, aux yeux de Lévi-Strauss, en parlant du primitif comme d'un « être rabougri, difforme ». « Il existe des sociétés arriérées qui souffrent plus que d'autres de la disette et qui pourtant sont classées à juste titre par les ethnographes comme des sociétés sans histoire, fondées sur la répétition. L'Histoire naît d'un déséquilibre brusque qui fissure à tous les niveaux la société ; la rareté fonde la possibilité de l'histoire humaine et seulement sa possibilité en ce sens qu'elle peut être vécue comme un équilibre. Tant qu'on reste sur ce terrain, il n'y a aucune absurdité logique à concevoir une terre sans Histoire où végèteraient des groupes humains demeurés au cycle de la répétition, produisant leur vie avec les techniques et des instruments rudimentaires, et s'ignorant parfaitement les uns les autres ».

Comme un sauvage mélanésien

Sartre, ayant tracé une distinction dialectique et historique entre le primitif et le civilisé (et le dépassant comme moment de la totalisation), est accusé, avec humour, de penser comme le ferait « un sauvage mélanésien ». Lévi-Strauss y ajoute une note acide : « Pour l'ethnologue la philosophie de Sartre représente (comme toutes les autres) un docu-

ment ethnographique de premier ordre, dont l'étude est indispensable si l'on veut comprendre la mythologie de notre temps ». La Critique de la Raison Dialectique serait à notre société ce que la Geste d'Asdiwal est aux indiens Tsimshian : un document parmi d'autres.

Lévi-Strauss a certes raison de n'accorder pas plus d'importance aux Dayak de la mer du Sud de Bornéo qu'aux Français ou aux Musulmans. Ils ont chacun leur système, leur logique, leurs mythes, leur dignité. Mais où est-il dit qu'en les décrivant chacun à part, et en retrouvant leurs constantes, on arrivera à esquisser l'Archétype de l'homme ? Et d'abord comment peut-on comparer des civilisations ayant atteint différents niveaux d'évolution ?

Contre l'Histoire

Pour détruire les différences et n'avoir affaire qu'à des faits et à des hommes chimiquement purs, Lévi-Strauss est amené à nier l'Histoire. Grâce à un codage subtil et spéculatif il démontre que les dates (1685 ou 1610) ne signifient rien. Mais ce système de codage ne tient pas compte des forces dominantes qui se manifestent, ni des luttes et des contradictions d'une société. Lévi-Strauss fatigue ensuite l'historien, comme le ferait un bon pêcheur fatiguant un brochet : si vous parlez de l'Histoire, parlez-nous de toutes les régions, de toutes les années, de tous les jours et de chaque homme. Et comme si cet émiettement ne suffisait pas, Lévi-Strauss poursuit l'atomisation : « Chaque épisode d'une révolution ou d'une guerre se résout en une multitude de mouvements psychiques et individuels ; chacun des mouvements traduit des évolutions inconscientes, et celles-ci se résolvent en phénomènes cérébraux, hormonaux ou nerveux, dont les références sont elles-mêmes d'ordre physique ou chimique ».

« Et l'historien qu'un tel travail de titan n'aurait pas découragé, est définitivement noyé dans les siècles futurs : ce que l'homme « vit si complètement et si intensément est un mythe, qui apparaîtra tel aux hommes d'un siècle prochain... et qui aux hommes d'un prochain millénaire, n'apparaîtra plus du tout... ». La conclusion tombe comme un fruit mûr : « une histoire vraiment totale se neutraliserait elle-même : son produit serait égal à zéro ».

Toute la question tourne autour de

la valeur à attribuer à l'ethnographie : l'étude des sociétés dites primitives rend-elle totalement compte de l'homme, est-elle « le principe de toute recherche » comme le pense Lévi-Strauss, ou bien pour se comprendre, l'homme doit-il recourir à une perspective historique comme le pense Sartre après Marx ? En d'autres termes y a-t-il une dialectique historique, ou seulement des faits ?

Le principe de toute recherche

A notre sens, à vouloir comparer l'homme primaire et l'homme très structuré des sociétés modernes, on rencontre certes des similitudes de structures dialectiques d'un haut intérêt, mais aussi de nombreuses généralités qui rendent compte de l'homme au niveau le plus sommaire : tous deux veulent subsister et manger, tous deux luttent pour leur dignité.

On pourrait appeler cela une pensée périphérique, fixant les limites extrêmes, mais laissant bien souvent échapper l'originalité du contenu. Lévi-Strauss nous en fournit quelques exemples : sa description de l'art de Clouet pourrait s'appliquer aux trompe-l'œil médiocres d'un Meissonier ; parlant de la mathématique, qui est un outil historiquement daté permettant d'atteindre des buts précis, il se propose de l'envisager comme une « activité des cellules du cortex cérébral », comme une manière d'intérioriser le cosmos.

Des considérations aussi sereines risquent de déboucher sur de vaines perspectives morales : la société qui a inventé la bombe atomique est-elle préférable à celle qui se sert de flèches empoisonnées ? Préférez-vous la disette en Amazonie ou le chômage à Aubervilliers ? Problèmes insolubles, puisqu'on ne change pas de niveau historique, puisqu'on ne peut revenir en arrière.

Nos critiques ne portent pas sur le travail scientifique de Lévi-Strauss, qui est certainement un des plus importants ethnographes de notre temps, mais seulement sur la manière dont il pose le problème. Avec intérêt nous attendons la suite de son œuvre.

Les trente-quatre pages du chapitre « Histoire et Dialectique » sont un peu minces pour épuiser un sujet d'une telle ampleur. En trente-quatre pages, Lévi-Strauss manifeste seulement son scepticisme désabusé.

O. HAHN